

# LES CAHIERS D'EUROPE 21



Séminaire 2017 – 1<sup>ère</sup> session





Les Entretiens Européens  
& Eurafricains

Séminaire organisé par :



Avec l'aimable contribution de l'Institut de Droit comparé pour la mise à disposition d'une salle

# **Un document de travail utile pour la réflexion et la pratique de tous, intellectuels, acteurs de la société civile et institutions.**

**Directrice de la publication :** Claude Fischer-Herzog  
**Rédactrices :** Anaïs Bézanger et Caroline Desaintghislain  
**Secrétaire de rédaction :** Juliette Munsch  
**Conception :** Christophe Le Nours

Publié par **ASCPE**, décembre 2017  
4 rue Froidevaux 75014 Paris  
Tél : 01 43 21 96 76  
Port : 06 72 84 13 59  
[www.entretiens-europeens.org](http://www.entretiens-europeens.org)

*Paris - Février 2018*

Edité par



Les Entretiens Européens  
& Eurafriains

4 rue Froidevaux  
PARIS 75014

Tél. : 00 33 (0)1 43 21 96 76  
[www.entretiens-europeens.org](http://www.entretiens-europeens.org)  
[www.philippeherzog.org](http://www.philippeherzog.org)

# Sommaire

**Une contribution à la refondation de l'Europe** ..... page 7  
par **Philippe Herzog**

**Les objectifs du séminaire** ..... page 14

**Retrouver le rapport à l'histoire et à l'Europe** ..... page 19  
Avec **François Hartog** et **Philippe Poirier**, 18 janvier 2017

**Identité et souveraineté** ..... page 32  
Avec **Monique Castillo** et **Bénédicte Fauvarque-Cosson**,  
24 février 2017

**L'Europe dans l'ordre mondial et ses relations** ..... page 45  
**avec le triangle Russie/Chine/Etats-Unis**  
Avec **Thomas Gomart**, 4 avril 2017

**La science en Europe, origines et cultures** ..... page 56  
**imaginations et innovations**  
Avec **Heinz Wismann**, **Pierre Musso**  
et **Marie-Françoise Chevallier Le Guyader**, 18 mai 2017

**Territoires, cohésion et frontières** ..... page 65  
Avec **Jean Peyrony**, **Pierre Beckouche** et **Caroline Roussy**,  
29 juin 2017

**L'avenir de la démocratie** ..... page 76  
Avec **Claude Fischer-Herzog** et **Sophie Wahnich**,  
12 octobre 2017

Liste des participants ..... page 86

Bibliographie ..... page 88



# Une contribution à la refondation de l'Europe

## Problématique



*Par Philippe Herzog*

L'Europe n'a de sens et de fondement que si les gens peuvent acquérir une conscience commune, former des projets communs, générer un *affectio societatis*. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Nous voulons donc mettre la culture au cœur de l'espace public européen, au cœur de chaque action, et pour cela faire appel à toutes les sources d'inspiration en conjuguant foi et raison.

La formation d'acteurs de la société civile capables de mettre les populations en relation et de porter des projets par-delà les frontières est essentielle. Ceci exige de dépasser les barrières nationales, psychiques et institutionnelles, et implique une culture de l'altérité afin que l'Europe puisse répondre positivement aux défis internes et externes de la mondialisation. Notre groupe réunit principalement des personnalités françaises mais avec le souci de s'ouvrir à d'autres Européens et à leurs travaux. La participation d'Africains sera précieuse par leur regard sur nous et leur riche expérience des enjeux culturels.

Le combat pour la culture s'inscrit dans une vision de long terme avec le souci de contribuer à saisir les événements majeurs du moment, tels que les impacts de l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis et ceux du Brexit, afin que mûrissent plus rapidement la conscience de la nécessité de l'Union européenne et la possibilité de sa refondation.

L'esprit de notre recherche est celui d'une analyse critique (le contexte est celui de la crise de la civilisation européenne et occidentale), mais aussi d'un éclairage des sources de transformation qui sont déjà engagées. Nous ne parlons pas d'abord aux institutions, mais à chaque citoyen pour qu'il découvre son européanité ; nous voulons saisir les différences des générations et découvrir la société européenne en gestation dans les entreprises, sur les territoires et dans les réseaux.

La structure des six réunions a été validée et enrichie par le groupe et la problématique a été adaptée en conséquence. Chaque réunion est introduite par un des membres du groupe ou par un invité. Des discutants sont sollicités. Un échange de vues a lieu avant chaque réunion pour bien préciser son sens, son objet et sa problématique spécifique.



## **Prendre conscience du contexte**

La conscience de l'histoire par nos populations n'est ni vide ni neutre. Le présentisme règne mais non sans fabrication du passé et d'images du futur. Construire l'Europe est une affaire de générations : les anciennes sont marquées par la guerre et les vicissitudes de l'Union, mais quels sont les repères et les inspirations des jeunes ?

Qui écrit l'histoire et pour qui ? Il est nécessaire de repenser l'éducation sur le passé et l'information pour anticiper l'avenir. Toute personne, tout acteur a besoin de découvrir une durée et d'en disposer pour accomplir ses projets : il faut donc pouvoir les contextualiser.

Repli dans la légende nationale ou ouverture aux réalités de notre histoire européenne et globale ? Nous encourageons la découverte de l'Europe par le partage des récits nationaux et comme un espace pertinent où imaginer et projeter son futur.

Nous insistons sur les moments de rupture et de régénération de l'histoire européenne passée afin de mieux saisir les conditions actuelles d'un nouveau départ.

## **Renouveler les cultures d'identité et de souveraineté**

L'unité culturelle de nos sociétés se cherche à nouveau dans la recherche de l'ennemi commun (les autres !). Repenser la guerre dans le nouveau contexte appelle un regard aigu sur la violence dans notre société.

Les carences d'éthique sont apparentes : individualisme, relativisme, radicalité. Pourquoi l'appel aux valeurs républicaines est-il inopérant dans l'espace public ? Comment identifier et ressourcer l'Europe par la « traduction » et la créativité dans la relation ?

Le cosmopolitisme normatif est en échec, et les modèles de pouvoir diffèrent entre les pays européens. Comment penser l'au-delà de l'Etat-nation ? L'Union voudrait être le lieu d'un partage de souverainetés, mais elle est « *rules based* » seulement, et elle n'est pas une puissance publique. Le concept de souveraineté connaît des limites historiques. Il y a une perspective à chercher pour l'humanité. Comment éprouver la force qui découlerait d'une nouvelle perspective d'unité en Europe et partager une nouvelle culture de l'autodétermination des peuples autour de la construction de biens communs ?

### **Cultures et capacités requises des acteurs pour faire l'Europe**

Nous vivons la fin des sociétés industrielles, et une mutation incertaine de nos sociétés et de leurs acteurs. Les carences des médiateurs nationaux quand il s'agit de former les sujets, de rapprocher les individus et de faire coopérer les institutions sont perceptibles. Comment former une société civile européenne ? Ecoles, entreprises, associations, territoires, réseaux : quelle culture pour quels nouveaux engagements ?

La « citoyenneté européenne » reste un vœu, et de plus, devenir un sujet actif et créatif n'est pas la même chose qu'exister en tant que « citoyen ». Même si la démocratie représentative n'a pas épuisé sa sève, elle est en crise et la citoyenneté nationale est exclusive, peu ouverte à l'altérité. Le droit national a commencé à s'inscrire dans un droit commun européen, mais ce dernier est incomplet et il ne fait pas consensus. L'administration nationale de l'Etat providence est en contradiction avec la formation d'un contrat social européen.

Une nouvelle culture de l'économie et de la gestion peut devenir le levier du changement, avec la mise en commun des défis de l'éducation et du travail, de l'entreprise et de la création,

dans une perspective de développement des potentiels et de plein emploi des capacités humaines.

## **Réinventer la place de l'Europe dans le monde**

L'Europe s'est projetée dans le monde, elle n'en est plus qu'une province. L'Union s'est voulue un *soft power*, mais elle est en difficulté. Les Etats refusent qu'elle se mue en une puissance. *De facto* elle s'est inscrite dans le bloc atlantique. Cette situation peut-elle perdurer, sachant les évolutions des Etats-Unis et de la Chine, de la Russie et de la Turquie ? Comment se placer dans la nouvelle configuration géopolitique mondiale ? Quelle culture l'Union devrait-elle former pour sa sécurité face aux conflits et pour co-construire des biens communs ?

La question des frontières internes et externes rebondit. Comment répondre à la demande de protection émanant des nations ? Des « passerelles », des « ponts » par-delà les frontières : quelle culture cela suppose ? Quelles réponses aux défis globaux des libertés de circulation ?

Les « politiques de voisinage » sont profondément en échec. Peut-on donner sens et corps à la création d'Etats associés ? Comment l'Europe doit-elle repenser sa relation à l'Afrique et contribuer à mettre les « périphéries » au centre des défis mondiaux ? Quels principes adopter pour sa contribution à la refonte des institutions internationales ?

## **Quelle culture pour la transformation de l'économie ?**

Les carences de l'éducation et plus généralement de la culture économique se paient très cher par un sentiment massif d'impuissance sociale et politique. Dans le passé la transformation du capitalisme a été pensée et réalisée dans le cadre national ;

aujourd'hui le problème est posé à une autre échelle. Le libéralisme est au cœur de notre civilisation, mais l'ultra-libéralisme porté par le capitalisme financier globalisé depuis une trentaine d'années est justement mis en question. La dé-mondialisation n'est ni un concept ni une solution. Le combat contre les inégalités se dilue dans la redistribution, alors que l'inclusion des exclus nécessite leur accès aux biens publics.

Le renouvellement des travaux de Karl Polanyi pourrait nous inspirer. Le travail, la terre, l'argent sont érigés en biens publics, écrivait-il en 1944. Mais aujourd'hui la crise de la valeur travail n'est pas saisie, elle est même niée ; la révolution numérique oblige pourtant à la repenser, et elle bouleverse les cultures du salariat et de la productivité.

D'où la nécessité de penser un plein emploi fondé sur la formation et la créativité du travail, avec l'argent redéfini comme lien social, source de projets multiples d'investissements, et la terre comme défi écologique. Aujourd'hui l'information doit être érigée aussi en bien commun, en faisant appel à des valeurs nouvelles de liberté et de co-responsabilité. La concentration des pouvoirs est à nouveau un problème, les modèles d'entreprise et de marché sont à repenser, et une métamorphose du couple public-privé se cherche dans une optique partenariale.

Sachant les différences et les divergences des modèles économiques en Europe, mais aussi la nécessité de considérer notre Union comme un espace pertinent pour l'action, comment repenser son intégration afin qu'elle puisse exister en tant que force unie disposant d'une stratégie dans la compétition mondiale ?

### **Quelle culture pour la refondation de l'Union européenne ?**

Ce qui précède doit être accompagné d'une recherche pour redéfinir la conception de l'institution. L'attente de grands

changements est forte, mais les réponses sont faibles. Ni le retour à l'Europe des nations, ni le modèle des Etats-Unis d'Europe, ni l'oxymore qu'est la « fédération d'Etats-nations » ne sont satisfaisants. L'idée kantienne de fédération des peuples, la solution contractualiste de Rousseau, l'idéal des Etats-Unis d'Europe : comment les renouveler et les dépasser ?

Nous pensons que l'Union ne se fera pas par une hyper délégation mais par la participation des peuples. Aussi l'acculturation européenne des individus, la formation des acteurs-médiateurs et d'une société civile européenne doivent être au cœur de toute réponse durable à la question institutionnelle. Reste que la transformation (progressive) des institutions actuelles doit le permettre et créer une synergie ; ceci appelle un concept de refondation à définir.

Rapprocher les nations et faire ressource de la diversité sont pour cela indispensables. Des politiques communes incitatives à la création de solidarités créatives et productives, respectant la diversité pour repenser l'unité, sont imaginables. Mais cela implique des formes de gouvernance dépassant l'indifférenciation et l'extension générale des normes, ainsi que des formes de gouvernement instituant une puissance publique commune.

Nous avons esquissé des propositions qui conjuguent la définition de domaines fondamentaux d'intérêt commun et l'institution de cercles (Eurozone, Union à 27, Etats associés). Les modes d'intégration et de gouvernement devront respecter la diversité des choix collectifs tout en créant une unité politique dans une perspective confédérale. Nous souhaitons mettre ces idées en discussion.

*Paris, le 5 septembre 2016*

## Les objectifs du séminaire

**Philippe Herzog** ouvre la séance en rappelant le projet et les objectifs du séminaire. L'annonce du Brexit, la multiplication des risques de décomposition de l'Union, l'absence de l'Europe dans les campagnes électorales nationales : tous ces éléments alimentent un contexte européen qui devient insupportable. Le besoin d'un nouveau départ est urgent. L'objectif du séminaire est de réfléchir aux façons dont on peut élaborer une culture commune dans l'espace public européen. L'Europe a une vie institutionnelle, mais il faut parler aux consciences des individus et les mettre en relation pour véritablement « former société en Europe ». Il propose de tenir six réunions informelles de réflexion et d'échanges de travaux, qui déboucheront sur une publication pour partager les résultats de ces échanges. Il a ensuite suggéré un programme des six séances :

1. La réflexion sur le devenir de l'Europe et de sa culture commence par un **repositionnement dans le temps et dans l'espace**. L'Europe traverse un moment de crise, caractérisé par le présentisme et l'indifférence, par une perte du sens de l'histoire, par l'oubli et l'aveuglement. Une contextualisation est nécessaire, grâce à une comparaison avec certaines périodes historiques clés (comme la formation de l'Europe dans le contexte de la décomposition de l'Empire romain) en visant une reprise d'histoire pour l'avenir.

2. La contextualisation doit être accompagnée d'une **contribution active à la formation d'une identité européenne**. Les peuples européens cherchent à s'identifier mais l'Europe ne parvient pas à construire une identité collective. Cette notion d'identité est à coupler avec une clarification de celle de souveraineté.

3. La formation d'une identité européenne passe par la mise en œuvre de la **participation des populations**, dans un cadre public qui la facilite au lieu d'y faire obstacle. Les associations, les entreprises, les collectivités territoriales doivent être les acteurs de cette participation.

4. L'identité, c'est aussi **habiter l'Europe et le monde**. Une réflexion doit être menée sur la façon de concevoir le « nous » (dans l'espace intra-européen, où il existe toujours des frontières nationales) et le « eux » (à savoir comment l'Europe se place dans la nouvelle configuration mondiale). Il est nécessaire de sortir d'un occidentalisme étroit et de repenser la question des périphéries, qui souhaitent accéder au centre.

5. Sur le plan socioéconomique, les enjeux démographiques, environnementaux **et des inégalités appellent des changements des modes de développement et des transformations du capitalisme**. Les transferts Nord-Sud sont à repenser, vers des investissements humains productifs en coopération, alors que les aides publiques ne satisfont pas.

6. Comment **confédérer l'Europe** ? L'idée des Etats-Unis d'Europe ne fonctionne plus. Il faut reconfigurer l'espace européen en s'inspirant de Kant qui voulait fédérer les peuples européens. Le projet de Confédération européenne se fonde sur la définition de domaines d'intérêts communs (la sécurité, le développement...). Une différenciation en cercles doit aller de pair de réelles solidarités humaines et productives. Un statut d'Etat associé doit être créé et proposé au Royaume-Uni.

**Philippe Hugon** souligne le caractère fondamental de la question de la temporalité, de la mémoire et du récit. Il complète la problématique en y ajoutant d'autres questions cruciales, en particulier dans les moments de rupture tels que celui que nous vivons actuellement : qui écrit l'histoire, et dans quelle optique ? Quelle représentation se fait-on du futur en temps de crise ? Comment construire la représentation d'un futur porteur de sens, notamment chez les jeunes, dans une Europe dont la vision est historiquement pessimiste ?

**Antoine Guggenheim** partage le constat d'une absence de réflexion sur la culture en Europe. Il insiste sur l'importance de l'intégration de la culture dans le projet européen lui-même. Il apporte un premier élément de réponse à la question de Philippe Hugon au sujet de la représentation du futur, en affirmant que le plus visible aujourd'hui est technoscientifique et ne prend pas suffisamment en compte l'humain. Il fait part de sa préférence pour le nom d' « Europe 22 », qui renforce la nécessité d'adopter une vision de long terme.

**Monique Castillo** affirme que si l'on parle beaucoup de déclinisme et de crise, il existe cependant une lame de fond optimiste qui monte au sein des nouvelles générations, lassées du déclin et de l'individualisme et en attente d'un renouveau. Elle confirme la nécessité de replacer la culture comme « générosité de l'universel » au centre et de retrouver une vitalité culturelle. Elle fait état d'une forte demande de coopération avec les philosophes émanant des chefs d'entreprises, car ces derniers recherchent plus de signification dans un monde où l'économie a une mauvaise image. Un travail sur l'économie et sur la culture est fondamental pour faire renaître l'esprit des liens intereuropéens.

**Penda Mbow** cite Léopold Senghor, qui écrivait que l'être humain n'a rien d'humain s'il renonce à la culture. Elle rappelle



que l'humanité se définit par la capacité de mettre la culture au cœur de chaque action. Or aujourd'hui, c'est le matériel qui est au centre. Lorsqu'il est question d'inscrire le christianisme dans le projet de constitution européenne, certains s'insurgent, alors que l'Eglise chrétienne est aux fondements de l'histoire européenne depuis le Moyen-Age. Au même moment, d'autres sociétés réfléchissent à leur religion, et des tensions apparaissent entre l'Europe (où l'on ne reconnaît plus l'autre et où l'on se replie sur soi) et les autres régions du monde. Penda Mbow demande si le statut d'Etat associé évoqué par Philippe Herzog pourrait être proposé à la Turquie, et s'interroge également sur la nature de la relation à bâtir avec l'Afrique.

Selon **Philippe Trainar**, depuis la Renaissance, la crise participe à la construction de l'identité européenne. L'Europe se vit comme une crise. La nouveauté ne réside pas dans la crise actuelle, mais dans les difficultés que l'Europe rencontre dans ses relations avec les autres sociétés. Il se demande où se situe ce moment de fracture et l'émergence de ces tensions. Il ajoute que l'Europe construit son identité en définissant un ennemi de l'intérieur. L'économie, considérée comme pacificatrice, n'a pas réussi à unifier l'Europe ; y associer la culture pourrait apporter un premier élément de réponse.

**Claude Fischer-Herzog** met en garde contre la sous-estimation de la gravité de la crise. Selon elle, la crise est en nous mais on rejette la faute sur les autres. Les jeunes générations sont certes en attente de renouveau, mais elles ne s'engagent pas. Or, pour qu'il y ait refondation, l'initiative doit venir du bas mais les systèmes éducatifs, syndicaux, associatifs, politiques actuels ne le permettent plus. Nous avons besoin de vraies réformes, porteuses d'espoir, dans le champ politique français. Si l'histoire passée de l'Europe est celle de la domination, il faut désormais multiplier les relations avec les autres et notamment avec

l'Afrique qui, contrairement à l'Europe, croit en elle-même. L'économie est centrale, elle fait partie de la culture et il faut lui redonner un sens positif : celui d'une économie porteuse de paix et de lien social.

**André-Franck Ahoyo** souligne la relation de mimétisme qui lie l'Europe et l'Afrique. Cette dernière ayant voulu adopter le modèle institutionnel européen, elle se heurte à de nombreuses difficultés. Il fait remarquer que la réflexion sur l'Europe pourrait servir au continent africain, où la jeunesse est en forte demande de renouveau.

**Philippe Herzog** conclut la réunion en replaçant l'époque actuelle dans l'histoire longue européenne : il cite Jacques Le Goff, selon qui l'Europe surgit au Moyen-Age, dans la longue période de décomposition de l'Empire romain. L'Europe connaît son apogée au XVIIIème siècle, puis traverse une profonde crise au XXème siècle. La construction européenne, initiée dans la période d'après-guerre, est un regain inabouti et nous sommes toujours dans cette crise civilisationnelle. Nombreux sont ceux qui parlent d'une refondation européenne, mais pour l'instant personne ne sait comment la mettre en œuvre. La réflexion sur l'avenir de l'Europe et sa culture se heurte aujourd'hui à un dilemme, entre la volonté de faire surgir un renouveau profond d'une part, et l'urgence de la situation d'autre part. L'objectif du séminaire est d'apporter des contributions convergentes afin de faire surgir l'éveil de l'esprit dans l'urgence du moment.

*Paris, le 15 novembre 2016*

## Retrouver le rapport à l'histoire et à l'Europe



*Avec François Hartog et Philippe Poirier*

**P**hilippe Herzog ouvre la réunion en rappelant que l'objectif du séminaire doit permettre une contextualisation du rapport de nos sociétés à l'Europe. Le sens de l'histoire se brise, peut-on la rouvrir ? Dans son ouvrage *L'identité de l'Europe, vers une refondation*, il cherche à articuler passé, présent et futur, trois dimensions à faire interagir pour avoir une vision à long terme et bâtir une stratégie pour l'Europe. La réouverture du passé de long terme est nécessaire pour envisager le futur. De quelle manière ?

## Retrouver le rapport à l'histoire

**François Hartog** part d'une interrogation sur l'histoire aujourd'hui. Est-elle devenue une sorte de lieu de mémoire, se demande-t-il dans un texte destiné à un volume collectif sur l'Europe (paru depuis, Europa, notre histoire, 2017). Il évoque la citation de T.S Eliot pour illustrer cette interrogation : *only through time, time is conquered*. L'époque actuelle est caractérisée par la multiplication de prophéties de futurs idylliques ou au contraire de destins apocalyptiques. Or pour pouvoir se projeter dans l'histoire, il est nécessaire que cette dernière soit porteuse d'un projet, c'est-à-dire qu'elle implique un futur dans lequel il est souhaitable de se projeter. L'Exode est le premier texte allant dans ce sens, en tant que récit d'un parcours et injonction vers une histoire. Saint Augustin fait une reprise du schéma de l'exode, en décrivant deux cités en marche jusqu'au dernier jour : la cité terrestre et la cité de Dieu. *L'Odyssée*, autre texte fondateur, est un voyage uniquement tendu vers le retour, ce qui en dit long sur le rapport d'une civilisation au monde et à l'autre.

C'est avec le temps moderne, porté par le progrès et avec le concept moderne d'histoire qui se met en place à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, que « se projeter » devient un impératif pour les individus comme pour les sociétés. La Révolution française est un passage clé, notamment lorsqu'en 1793 Robespierre exhorte ses concitoyens à accélérer le cours de la révolution. Cette injonction signifie que ce sont les hommes qui font l'histoire, et que l'on s'inscrit désormais dans une perspective d'accélération. Ce temps moderne, processus ouvert sur un futur indéfini, est traversé par l'accélération.

### Le présentisme, une nouvelle catégorie temporelle

A notre époque, que François Hartog qualifie de « présentiste », parler d'accélération est-il encore éclairant ? Dans l'ouvrage

*Accélération, une critique sociale du temps*, Hartmut Rosa fait état d'une phase d'accélération exacerbée. François Hartog pense au contraire que l'accélération est en panne tel un hamster courant dans sa roue.

Il cite la conférence « Qu'est-ce qu'une nation ? » d'Ernest Renan, durant laquelle il définit la nation comme la volonté de faire encore des choses ensemble – et si possible de grandes choses. Ernest Renan inscrivait la nation dans le temps ouvert vers le futur et il la considérait comme la meilleure forme politique pour articuler passé, présent et futur.

Les XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles ont été les siècles de l'Histoire processus et de l'histoire des historiens constituée en discipline et pensée comme l'étude de la nation. Cette configuration guidait les hommes politiques qui savaient dans quelle démarche s'inscrire, et les historiens qui savaient ce qu'ils recherchaient dans les archives. Le futur était alors une lumière qui les éclairait et qui leur indiquait ce qu'il fallait retenir du passé et ce qu'il fallait laisser de côté. François Hartog nuance ce constat, en admettant qu'une partie de la société songeait à revenir en arrière, ce qui peut s'observer dans les phénomènes de restauration ou de réaction. Mais il ajoute que ces phénomènes n'étaient que des formes de résistance face à une marche de plus en plus rapide vers l'avant, des volontés de retarder le « train de l'histoire » face aux révolutions que Marx qualifiait de « locomotives ». Il reconnaît que ce schéma était réducteur et qu'il existait des moments de rupture, comme les deux guerres mondiales, où le train de l'histoire a déraillé et conduit jusqu'à Auschwitz. Ni le futur, ni le progrès ne se sont remis de ces catastrophes. La guerre froide a certes été le théâtre d'une course à l'armement (et donc d'une course au progrès) mais les failles apparues lors des deux guerres mondiales sont remontées à la surface vingt-cinq ans plus tard, dans un Nord en quête de modernisation et dans un Sud en quête

de développement. Dans les années 1960 et 1970, le futur a commencé à être perçu comme fermé et le présent est progressivement devenu la seule catégorie temporelle accessible. Cela s'est traduit par la montée de la mémoire, du patrimoine (qui est la reprise de la mémoire dans l'espace public), des commémorations et de l'identité, qui sont les maîtres mots du présentisme.

Que devient la politique ? Selon François Hartog, la politique, au sens moderne du terme, a émergé dans le temps moderne d'historicité des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles. Il a cité Condorcet, Jean Jaurès, ou encore De Gaulle, qu'il a qualifié d'hommes politiques dotés d'une vision dans un temps moderne qui forçait à aller de l'avant. Aujourd'hui on reproche aux hommes politiques de ne pas avoir de vision, mais sans un futur qui les éclaire ils marchent à l'aveuglette ou ils piétinent. Dans notre régime «présentiste» les hommes politiques sont dans la gouvernance, la communication et la réaction (c'est-à-dire la capacité à réagir à un événement). Les sondages incessants sur internet, le recours au *big data*, les effets d'annonce dictent aux gouvernants ce qu'ils doivent dire jour après jour. La «réforme» a été l'un des grands slogans du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ce terme, considéré comme étant plus acceptable que celui de «révolution», était en fait une révolution par étapes pour aller vers un futur certain. En revanche, aujourd'hui, la réforme est devenue synonyme d'ajustement et d'adaptation à la situation présente. Les réformes s'inscrivent dans une logique de rattrapage, elles s'enchaînent les unes après les autres, parfois sans même être appliquées, et sont souvent comprises par les intéressés comme des régressions.

### **Retour sur un futur menaçant**

Le futur a fait un retour dans l'espace public depuis une vingtaine d'années, mais sous la forme nouvelle de la «menace-catastrophe». La notion de menace n'est pas une nouveauté : la

deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle a été marquée par la menace nucléaire. Pour la contrer, la solution était d'accélérer la course au progrès scientifique pour mieux contrôler le nucléaire et réduire la menace qui en découlait. Ce qui est nouveau, c'est la dimension temporelle qui nous échappe et devient en elle-même une menace : ce que nous faisons actuellement aura des conséquences jusque dans un avenir si lointain qu'il en devient incompréhensible à l'échelle d'une vie humaine ou à l'échelle d'un mandat électoral. C'est par exemple le cas pour le traitement des déchets nucléaires ou le réchauffement climatique. Cette problématique est inédite à l'échelle de l'humanité : comment faire face à des temporalités si lointaines dans nos institutions démocratiques ? Comment articuler des conséquences qui auront lieu dans des dizaines de milliers d'années à notre présent, et comment en faire surgir une forme d'espérance ? Pour l'instant nous nous situons encore dans le refus de voir ou dans le recours à un optimiste scientifique. Mais ce type d'attitude renforce le présentisme ambiant ; il brouille les politiques et laisse place à la montée d'une autre politique qui fait appel aux peurs, aux émotions, aux ressentiments et au sentiment d'abandon. La campagne de Donald Trump est un cas d'école : c'est un type de politique qui invoque à la fois un passé et un futur idylliques, et qui est dévoré par le présentisme.

## **Retrouver le rapport à l'Europe**

**Philippe Poirier** présente cinq voies de réflexion pour l'Europe :

- il faut tout d'abord se situer par rapport à la construction de l'Etat et de la citoyenneté en Europe. En effet les Etats européens ne partagent pas la même conception de la démocratie et de la citoyenneté, deux notions qui se sont forgées différemment en fonction du mode de construction des Etats. On prend traditionnellement pour référence le concept d'Etat développé

par Hobbes pour expliquer la construction des Etats européens modernes. Un cadre historique commun s'est structuré autour de la standardisation des droits individuels et de l'Etat providence, et autour de clivages qui se retrouvent dans tous les Etats européens (entre l'Etat et les religions, entre l'urbanité industrielle et l'agrarianisme, entre le centre et la périphérie, entre les travailleurs et les possesseurs). Au-delà de ce cadre historique commun sont apparues des différences entre les Etats et entre les individus. Les définitions du rapport des individus à la communauté et les formes de la démocratie varient d'un Etat à l'autre. Pendant longtemps, la démocratie représentative a été un référent en Europe. Aujourd'hui d'autres formes de démocratie se développent, comme la démocratie rédemptrice qui repose sur le principe que le peuple a toujours raison et est la seule source de légitimation du pouvoir et que l'on retrouve par exemple dans les discours de Donald Trump. De la même façon, de nouvelles formes de citoyenneté se développent et s'entrechoquent, ce que les responsables européens refusent de voir. La citoyenneté de la résidence assigne par exemple les mêmes droits partout, indépendamment de la nationalité. Elle se heurte à une autre conception de la citoyenneté fondée sur le droit du sang, qui prive 15 millions d'Européens vivant à l'étranger du droit de vote.

- la deuxième voie consiste à définir le paradigme de l'Etat de gouvernance, qui a remplacé l'Etat de gouvernement depuis la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Les modes de gouvernance sont nombreux ; ils reposent sur différents types d'alliances entre acteurs publics et privés, sur différents rapports de force entre les puissances légitimées et les puissances souveraines. La nouveauté avec la gouvernance est qu'elle n'est pas forcément redevable du principe de légitimation démocratique, ce qui permet aux acteurs privés de prendre part à la gouvernance publique. La crise de la gouvernance européenne naît de la volonté de conserver un encadre-



ment politique des acteurs de la gouvernance en multipliant les pactes et les traités. La mise en place par exemple du Fonds européen de stabilité financière illustre cette crise : elle a nécessité le recours à la création d'une entité privée, de droit luxembourgeois, pour régler le problème de la dette en Grèce.

- la troisième voie repose sur la redéfinition du rapport à la politique, à l'économie, au social, par les individus et les communautés. Il y a au moins 33 régimes politiques différents au sein de l'UE, et non pas 27 ou 28 (en raison des systèmes politiques infranationaux comme la Catalogne par exemple). En l'absence d'une démocratie sociale européenne, l'Europe n'est pas capable de donner une vision, une orientation. Les partis européens ne portent pas non plus de vision, ils sont dans le « présentisme » absolu de par leur organisation et leur composition. Et la crise des partis se ressent également au niveau des Etats : en France seulement 12% des citoyens ont confiance en leurs partis politiques. Moins de 4% des Européens ont un rapport à un parti politique (adhésion, bulletins d'information, etc.). Aucun parti en Europe ne dépasse les 300 000 adhérents. L'Allemagne est la démocratie représentative qui fonctionne encore le mieux en Europe, mais partout les peuples demandent des offres politiques nouvelles, qui soient capables de réduire le décalage entre l'état actuel des sociétés européennes et leur système de représentation politique. Le rapport à l'économie et au social est remodelé par les nouvelles préoccupations que sont l'identité, l'environnement, l'inflation, l'attachement au travail.

- la quatrième voie concerne la jeunesse européenne, marquée par une rupture historique avec la politique. Elle doit redéfinir son rapport à l'économie, à la gouvernance, à la démocratie. Une étude du *Journal of Democracy* de juillet 2016, « The Danger of the Deconsolidation », révèle que le niveau de désenchantement vis-à-vis du système démocratique croît parmi les jeunes.

En 2011, 25% des jeunes américains étaient en faveur d'un «système décisionnel qui ne passe pas forcément par un contrôle démocratique». Le constat est moins alarmant en Europe, mais il suit la même tendance. L'apathie vis-à-vis de la démocratie et du politique en général a crû entre 1990 et 2010.

- la cinquième voie est celle des enjeux portés par la configuration européenne, qui ont des conséquences sur la place de l'Europe dans son environnement. Les peuples européens continuent à partager une même croyance en des valeurs comme la démocratie et les droits de l'homme. Mais l'Europe politique se recompose en blocs : bloc britannique, bloc balte-scandinave, bloc des Etats fondateurs, bloc héritier de l'Empire austro-hongrois, bloc méditerranéen. Leurs orientations économiques, fiscales, institutionnelles et migratoires divergent de plus en plus au regard de la globalisation, de la quatrième révolution industrielle et des réponses politiques qu'ils apportent au nouveau pluralisme idéologique et social de leurs sociétés.

**Philippe Herzog** commente ces deux interventions en estimant que planifier reste une nécessité, l'on ne doit pas camper dans une gouvernance privée de sens, il nous faut trouver une espérance, une perspective politique qui nous permettent de renouer avec la marche vers le futur. Il a rappelé aussi que le rapport ancestral du public au privé en économie devait être repensé, alors que la politique menée par Donald Trump était une caricature de l'inversion de la prédominance entre ces deux sphères.

Selon lui la conscience européenne a été historiquement une affaire d'élites. Les peuples se sont enfermés dans les Etats nations, et ils n'ont pas eu conscience d'être européens. Ce sont les élites qui ont entraîné les autres, et aujourd'hui ce clivage est remis en cause par les nouvelles aspirations des sociétés.

**Philippe Hugon** fait deux réflexions, la première étant que l'histoire

a été fondamentalement un récit national. Il se demande ce que pourrait être un récit européen, et comment on pourrait le fabriquer, alors même que les peuples européens n'apprennent que leur histoire nationale et méconnaissent les récits des autres Européens. Il propose de faire des comparaisons, de croiser les regards, de faire comprendre les différences, d'invoquer des figures emblématiques européennes et des références communes. Il fait remarquer que le vieillissement du continent européen influence la représentation du futur, et il qualifie le Brexit de « vote de vieux ». Il rappelle que la révolution numérique fait des exclus et crée des inquiétudes, que des territoires sont abandonnés dans un contexte de transformations rapides.

**Claude Fischer-Herzog** fait remarquer que l'analyse de François Hartog est occidentale, et elle souligne la nécessité de la replacer dans le monde, le rapport au temps étant très différent en Asie et en Afrique. Elle cite l'objectif des Entretiens Eurafricains de repenser les relations entre les Etats et les sociétés d'Europe et d'Afrique au XXI<sup>ème</sup> siècle. Selon elle la peur de l'avenir et la nostalgie du passé traduisent une peur de l'autre. Les citoyens européens ont peur et demandent une protection, mais ils ne prennent plus de décisions. Une démocratie partenariale doit voir le jour car l'Etat seul ne peut plus répondre aux défis contemporains.

**Philippe Trainar** demande à François Hartog si le présentisme est lié à la remise en cause de notre relation au temps. Les grands récits sur la démocratie et sur le futur n'avaient pas abouti ni apporté ce qu'ils promettaient. Dans les années 1960, nous pensions que le reste du monde s'alignerait sur les grandes avancées sociales à l'œuvre en Europe, mais aujourd'hui la déconstruction de l'Etat providence remet en cause ce phénomène de convergence. L'alternance entre droite et gauche est vécue comme une fatalité liée au fonctionnement de la démocratie, comme un jeu

de théâtre où rien ne change. La gestion du risque se substitue à l'Etat providence, effaçant toute vision du futur et entraînant l'échec de l'intégration des immigrés.

Pour **Marcel Grignard** l'évolution de la communication et la prise de conscience de la non-linéarité de la science sont les causes du présentisme ambiant. Selon lui l'ambivalence de la science nous interroge sur notre capacité à nous projeter, et l'intervention de Philippe Poirier révèle les visions éclatées de peuples qui ne font pas société, et donc pas civilisation. Il s'est ensuite demandé si cette difficulté du politique à se projeter était à l'origine de son repli sur la sphère privée, afin de déléguer la responsabilité de l'avenir du collectif. Il établit un lien entre la transformation du rapport au futur et le déséquilibre des liens entre sphères publique et privée.

**Catherine Véglio** demande à François Hartog quelle relation il établit entre la montée des croyances et le rapport à la science. Elle souligne également que l'article *Clio* aborde la question de l'art et du rapport à la mémoire.

Selon **Bénédicte Fauvarque-Cosson**, les jeunes ont une autre forme d'appréhension du futur que celle décrite par François Hartog. L'«innovation» est devenue un maître mot dans nos sociétés. On ne croit plus au progrès, on ne sait plus gérer les risques futurs liés à ce dernier, et on laisse place à une succession de moments présents et d'innovations. Les ruptures s'enchaînent trop facilement, ce qui explique peut-être l'incapacité des hommes politiques à se projeter dans le futur. Mais les jeunes voient en l'innovation la possibilité de créer, et l'on peut en sortir quelque chose de positif.

**Frédéric Chavanne** déplore que la jeunesse se sente exclue du système politique et appelle à imaginer de nouveaux mécanismes où chacun pourrait trouver sa place, et à retravailler la

question de la confiance entre les individus. Selon lui le changement à opérer est avant tout un changement dans nos attitudes, nos réactions.

**François Hartog** propose une réponse globale à ce tour de table. Le présentisme est-il une étape ou est-ce un champ de ruines définitif ? L'historien constate que depuis le moment où il a proposé ce diagnostic, le présentisme semble toujours d'actualité. Cependant il s'est complexifié et dédoublé. Face au présentisme «choisi», celui des mondialisés gagnants qui favorisent la libre circulation, on trouve un présentisme « subi », celui des exclus, chômeurs et immigrés, pour qui le projet est interdit.

Le présentisme est-il occidental ? Il considère qu'il est fondamentalement européen, car lié à l'histoire de l'Europe qui a fait prendre conscience que l'on ne pouvait plus croire au progrès de l'homme. Les transformations économiques et techniques actuelles sont liées au présentisme ; l'annihilation du temps dans l'économie et dans la science crée une sorte de «condition numérique» qui peut être analysée comme la nouvelle condition historique. La question du vieillissement est également à mettre en relation avec le présentisme car l'allongement de la durée de vie étend automatiquement le présent. La volonté de vouloir durer toujours, ou du moins la réclusion de la manifestation apparente du vieillissement, sont des signes du présentisme.

Est-il possible d'avoir un récit européen ? François Hartog reconnaît qu'il y a eu des tentatives, il cite la somme d'histoires nationales réalisée par Le Goff, et l'existence de manuels d'histoire franco-allemands, mais selon lui ces tentatives sont insuffisantes et la possibilité d'un récit européen n'existe pas. Selon l'historien, le présentisme et la montée des croyances sont intimement liés. Les djihadistes sont dans l'ici et maintenant, ils considèrent qu'il n'y a pas d'avenir hormis la mort et le paradis. Ils utilisent les

nouvelles technologies pour porter une idéologie purement présentiste, sans passé ni futur.

François Hartog différencie l'innovation de l'invention. Cette dernière est à replacer dans la perspective d'un futur ouvert, elle nécessite des investissements de long terme, une planification, et elle s'appuie sur la figure de l'inventeur, centrale au XIX<sup>ème</sup> siècle. L'innovation, quant à elle, se place dans une logique présentiste.

**Philippe Poirier** souligne ne pas être favorable à un retour de l'Etat hobbesien, qui a participé à la construction de l'Etat moderne européen.

Il rappelle que l'Europe a vécu l'expérience totalitaire et que, depuis lors, une certaine méfiance vis-à-vis de la puissance publique s'est développée. Il appelle à reposer la question de la puissance publique aujourd'hui, en ne la limitant pas à la domination ni à l'imposition, et en reconnaissant la vitalité de l'initiative privée. Il se dit séduit par le concept de démocratie partenariale, qui permet d'éviter de retomber dans les travers de la démocratie rédemptrice, mais qui nécessite de redéfinir les relations entre le privé et le public. Aujourd'hui les élites ont été remplacées par des groupes d'intérêt. Or ces derniers n'ont pas de prétention collective et ils défendent leurs intérêts particuliers.

Philippe Poirier est ensuite revenu sur la question de la confiance. Selon lui, il serait faux de croire que la révolution technologique puisse permettre aux jeunes des périphéries, qui rejettent les relais institutionnels et qui s'organisent entre eux, de mieux participer au processus démocratique. Les instruments de la révolution technologique peuvent être utilisés comme une nouvelle forme de contrôle démocratique qui permette l'inclusion des populations, mais aussi comme un subterfuge de participation. L'utilisation de ces outils dans l'espace public est un enjeu fondamental.

Selon lui, la campagne électorale de Donald Trump fut « géniale », dans le sens où elle a compris que les citoyens américains demandaient plus de politique dans le cadre d'une globalisation incertaine. Le problème, c'est que Donald Trump, une fois arrivé au pouvoir, a utilisé cette demande pour provoquer une accélération de la privatisation du politique et d'une « quasi gouvernance sans gouvernement ». Afin de mieux encadrer ceux et celles qui prétendent accéder à la puissance publique, il faudrait recréer des espaces de discussion, de formation et de contrôle à l'image du Sénat romain qui, alors que Marc Antoine et Octave se disputaient le pouvoir, avait préparé l'arrivée du futur empereur plusieurs mois avant sa victoire.

*Paris, le 18 janvier 2017*

# Identité et souveraineté



*Avec Monique Castillo et Bénédicte Fauvarque-Cosson*

## La recherche d'une identité européenne

**Monique Castillo** introduit son propos en faisant le constat d'un paradoxe : l'Europe ne veut pas se reconnaître une identité au sens communautariste, mais elle accepte que des populations affichent leur identité de façon communautariste sur son sol. Face à l'attitude adoptée par l'Europe, deux réactions sont possibles : on peut se vanter de la non-identité européenne, ou au contraire dénoncer une culture qui se répudie pour affirmer celle des autres.

Les conceptions anti-européennes de l'identité s'inspirent de plusieurs auteurs :



- Herder, en 1774, développe une forme de communautarisme pour donner une place à la philosophie allemande. Selon lui l'universalisme est un préjugé, il donne naissance à une forme préromantique du nationalisme germanique.

- Levi Strauss se dit antihumaniste. Selon lui, le « progrès », conçu par l'Europe, est issu d'une vision européenne et n'a pas de valeur scientifique. L'ouverture à l'autre est une erreur, dit-il dans *Regard éloigné*, il faut savoir se fermer à l'écoute des autres pour acquérir de vraies valeurs. Levi Strauss se distingue de Herder en affirmant une pensée anti-européaniste multiculturaliste (et non pas communautariste).

On peut admettre que l'Europe choisisse de devenir multiculturaliste. Mais si ce multiculturalisme est fondé sur la détestation de soi, alors il devient dangereux pour l'Europe. Monique Castillo a ainsi partagé le constat du développement d'un racisme anti-blancs dans les banlieues, et de la montée d'un populisme contre une élite transgressive. Les intellectuels accusent le peuple d'être immoral et font appel à l'unité culturelle de l'Europe ; mais la population se sent humiliée et vote pour les extrêmes.

Kant montre que la spécificité européenne des Lumières réside dans l'auto responsabilité. Il écrit : « *Qu'est-ce que les Lumières ? La sortie de l'homme de sa minorité dont il est lui-même responsable. Minorité, c'est-à-dire incapacité de se servir de son entendement (pouvoir de penser) sans la direction d'autrui, minorité dont il est lui-même responsable (faute) puisque la cause en réside non dans un défaut de l'entendement mais dans un manque de décision et de courage de s'en servir sans la direction d'autrui. Sapere aude ! (Ose penser) Aie le courage de te servir de ton propre entendement. Voilà la devise des Lumières* ».

Thomas Mann attribue la montée du nazisme à la déculturation de l'Europe. Pour lui, c'est le développement du nihilisme qui

est responsable du nazisme. Monique Castillo définit la déculturation comme l'ignorance de sa propre culture. Selon elle, beaucoup de jeunes sont multiculturalistes par ignorance. Les discours médiatiques, académiques et idéologiques qui se croisent envoient des signaux contradictoires et provoquent un phénomène de superposition des cultures de l'espace et du temps. La culture dominante est celle de l'expertise, et non plus celle de la réflexion. La culture de l'empathie et de l'humanitaire crée une sorte de rhétorique globale qui remplace l'action, et qui a un effet démobilisateur au niveau collectif.

### **La relation entre la politique, l'Etat souverain et l'Europe**

Qu'est ce qui fait le propre du politique ? Le politique se fonde sur une souveraineté dans les relations internationales. L'Etat, pour Carl Schmitt, désigne l'ennemi, il dit les raisons de vivre ou de mourir. Hegel, pour sa part, établit une distinction entre la société civile, qu'il rattache à l'économie, et l'Etat, qu'il associe à la politique. L'Etat se distingue de la société civile, car lui seul porte la responsabilité de la guerre, de l'usage de la violence contre la violence. Il incarne une volonté collective, animée d'un projet commun, et qui cherche à se faire une place dans un destin mondial, au besoin par la lutte. L'Europe dite « postmoderne », considère aujourd'hui la guerre comme un échec politique, selon la formule de Robert Cooper.

Le politique se définit également par la souveraineté interne, c'est-à-dire par son rapport aux citoyens. L'Etat, selon Machiavel, fait cohabiter des gens qui ne s'entendent pas, au besoin par la ruse. Selon Jaspers, la politique, c'est se mouvoir avec assurance dans le domaine imprévisible des faits, c'est décider dans l'inconnu. Rousseau, quant à lui, définit la politique comme l'union d'un peuple sur la base d'un destin commun, alors que Locke confère

au politique le devoir d'assurer la souveraineté de l'individu, qui est roi. La démocratie représentative tente de faire la synthèse de ces différents courants de pensée, à savoir apporter la justice pour tous en même temps que la liberté de chacun.

Sur la base de ces définitions du politique, il semble que l'Europe souffre d'une dépolitisation des citoyens aussi bien que des politiques. Monique Castillo avance plusieurs causes possibles à ce phénomène. Selon elle, le néolibéralisme dépolitise l'Etat qui se borne à imposer la souveraineté économique. L'opinion européenne, et surtout française, ramène la politique à l'application de la morale de l'opinion dominante. Les médias relaient l'assertion erronée selon laquelle « la démocratie doit donner satisfaction à tous ». Tout cela crée des frustrations engendrées par les déceptions d'une démocratie fantasmée.

Qu'est-ce qu'une Europe unie ? Kant a créé le modèle du cosmopolitisme européen, qui a inspiré la création de la Société des nations et de l'ONU. Il a inventé le modèle de la paix par le droit, en opposition à la paix par l'Empire ou à la paix incertaine de l'équilibre entre les puissances – modèle dans lequel nous sommes retombés. Le cosmopolitisme juridique kantien a pour moteur une anthropologie. Il se fonde sur un humanisme culturel qui affirme l'existence d'une humanité universelle. Kant pense que chaque peuple est traversé par la perfectibilité humaine, à savoir que l'homme peut s'améliorer par le travail pour développer ses talents. Aujourd'hui, les idées kantiennes ne sont plus sources d'inspiration. Le modèle kantien a été revisité par Habermas en Europe et par Rawls aux Etats-Unis. Cette reprise a eu pour effet de réduire le modèle du cosmopolitisme à une version « procédurale » ; on n'en a retenu uniquement la dimension juridique, sans la dimension anthropologique. Habermas parle de « solidarité abstraite entre étrangers ».

## **Redonner sens à l'Europe politique**

Pour retrouver une Europe unie, Monique Castillo fait plusieurs propositions, dont la première serait de lutter contre la confusion entre autocritique et autodénigrement. Alors que l'autocritique est créatrice, les Européens ont tendance à vouloir effacer le passé, mais ce faisant ils sortent de l'histoire et sont dans le dénigrement. Il convient également de lutter contre la tentation d'impuissance. L'Europe a tendance à oublier qu'elle peut être détestée, que même sa répudiation du colonialisme, virulente en version postcoloniale, peut être perçue comme une marque d'orgueil. Monique Castillo affirme également que pour être de nouveau unie, l'Europe doit cesser de s'accommoder d'une morale du confort déguisée en morale compassionnelle, et elle doit retrouver le sens, existentiel et historique, du tragique. C'est ainsi qu'elle pourra se doter de valeurs vivantes. Pour cela il faut être sensible à la guerre des symboles qui habite aujourd'hui l'espace public. Si les Européens ont de moins en moins recours aux armes, la culture européenne reste dévalorisée de l'intérieur et mise en conflit avec elle-même. Ainsi on doit lutter contre une culture trop exclusivement technicienne de la politique. La vision d'expertise, sans projet ni vision, sans volonté politique, détourne les peuples européens de l'objectif d'unité politique. La politique a aujourd'hui besoin de spiritualité, de hauteur, d'horizon de sens à long terme. La contradiction fait partie de l'identité européenne, il faut en faire une richesse au lieu de considérer les conceptions contradictoires comme irréconciliables. Ce ne sont pas les autres qui ont poussé l'Europe à la détestation de soi, mais le travail de déconstruction de la pensée des Lumières entrepris par les intellectuels européens dans les années 1950 et 1960. Pour renouer avec l'estime de soi, l'Europe doit construire une démocratie de la réflexion, contre la démocratie de l'opinion. Pour cela il faut faire en sorte que la

population tire la connaissance directement de ceux qui la font, plutôt que par les médias qui déforment l'information dans l'urgence de la simplification; et installer, grâce au numérique, une démocratie de l'instruction. Enfin nous devons dépasser la raison technique, d'origine européenne et à présent répandue dans le monde, pour développer la raison symbolique. Ce qui importe, en effet, ce sont moins les choses que la signification qu'on leur donne, avec des mots.

Pour **Philippe Hugon**, Herder oppose l'universalisme au nationalisme alors que Lévi Strauss n'est pas dans ce débat.

**Claude Fischer-Herzog** considère que les causes de l'échec de l'universalisme européen méritent un approfondissement. Selon elle, les valeurs que nous pensions universelles n'ont pas fonctionné car elles se sont aussi construites indépendamment d'autres valeurs, d'autres cultures, d'autres philosophies. Elle appelle à inventer un nouvel humanisme en travaillant avec les autres peuples, à redéfinir la fraternité dans un contexte de néolibéralisme, à construire dans la contradiction pour faire unité.

**Antoine Guggenheim** rappelle que la politique se définit avant tout comme l'échange de la parole, par rapport à l'autorité trop importante donnée à la science. Il regrette que la spiritualité soit aujourd'hui réduite à un puritanisme caricatural. Il remarque que Monique Castillo semble avoir une vision très positive du numérique.

**Marcel Grignard** se demande comment réconcilier le tragique et l'espérance, c'est-à-dire le besoin de faire destin commun. Il rappelle que, dans l'histoire, les élites éclairaient le chemin que devait prendre le peuple, mais qu'elles n'éclairaient pas ce dernier. Aujourd'hui, l'individualisation croissante modifie la culture des relations entre les élites et les peuples.

**Philippe Herzog** revient sur les causes du relativisme qui sont,

d'une part, la volonté délibérée de déconnecter la citoyenneté universelle et la culture relative, et d'autre part, l'instauration d'un libéralisme libertaire et social en politique. A notre époque qui vit en même temps modernité et postmodernité, la mondialisation accélère la pression pour nous faire changer, mais elle n'est pas civilisée. Il appelle à réhabiliter la civilisation européenne non pas uniquement en opérant une résilience culturelle, mais en œuvrant à la construction d'une civilisation mondiale.

Pour **Monique Castillo** il est essentiel de retenir que c'est grâce à notre histoire que nous avons un destin. Nous sommes arrivés au bout de la déconstruction, et la postmodernité elle-même est en crise. Ricœur écrivait que pour avoir un dialogue avec les autres, il faut d'abord être quelqu'un. Il faut être fier de ses racines car l'universel est une valeur qui n'existe que lorsqu'on y croit, et qui a échoué quand on a voulu en faire une chose. « Tous les hommes sont frères », tel est le message porté par l'universalisme, selon Gandhi. Et l'universel doit rester un idéal qui n'appartient à personne. L'Europe peut être fière d'avoir eu cette pensée, et c'est en renouant avec son histoire qu'elle aura la force de réaliser les défis de l'avenir, notamment le fait de transformer la raison avec le numérique.

Le numérique porte en lui la possibilité d'une horreur totale et d'une destruction de la communication. Mais le véritable défi porté par le numérique est de découvrir la raison symbolique. Les significations ne sont pas des savoirs, mais avec le développement du numérique, la réalité se ramène de plus en plus à ce qui en est dit. Monique Castillo appelle au courage citoyen et à la mobilisation pour traduire des savoirs élevés dans un vocabulaire compréhensible par le plus grand nombre, jusqu'à l'émotion intellectuelle. En ce sens le numérique amène le développement de nouveaux métiers de l'interface mentale. Enfin, elle met en garde contre les faux humanismes, et contre ceux qui font passer

un bellicisme, à savoir le droit des autres de détruire l'universalisme, pour un nouvel humanisme. Nous avons besoin d'un individualisme ouvert sur l'autre, mais pas du mensonge de soi.

## Le droit européen

**Bénédicte Fauvarque-Cosson** intervient sur les interactions entre droit européen et droits nationaux. Elle souligne que la formation d'un droit européen a été, en 2016, à l'origine d'une grande réforme du Code civil portant sur le droit des contrats et pense que le droit privé européen a vocation à influencer la formation d'un modèle international. Elle retrace l'histoire du projet de code civil européen, souhaité par le Parlement européen dès 1989 et lancé par la Commission européenne dans les années 2000, à travers plusieurs consultations et appels d'offres de grande envergure sur l'unification du droit privé en Europe.

Elle explique les difficultés auxquels se heurte d'un tel projet, tant l'Europe allie des cultures juridiques diverses. De plus, en France, pays de tradition dite « civiliste » (la France est considérée comme le premier pays civiliste au monde) les idées de culture juridique, de cohérence du droit et d'ordonnancement grâce à la codification sont souvent mises en exergue pour critiquer le désordre apporté par les directives et règlements européens. C'est pourquoi, dans une certaine mesure, il a été beaucoup plus facile pour les juristes anglais que pour les juristes français de « recevoir » (au sens où l'entendent les comparatistes lorsqu'ils parlent de « réception » d'un droit étranger, pouvant conduire à une certaine acculturation) le droit européen. Les objections des Britanniques et les raisons qui ont conduit au Brexit se placent sur d'autres terrains que celui de la cohérence perdue.

Elle relève que le droit européen s'appuie sur des cultures juridiques qui ont rayonné dans le monde, mais aussi désormais

sur un système européen qui s'est progressivement formé avec le droit de l'Union européenne (y compris la Charte européenne des droits fondamentaux) d'une part, le Conseil de l'Europe (à l'origine de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés) d'autre part. Un pluralisme juridique s'est ainsi progressivement installé dans l'ordre juridique français lui-même composé du droit national, du droit de l'UE, de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH), des conventions internationales, etc.

On a beaucoup reproché à l'Europe de se construire de façon trop technocratique. En réaction à ces critiques, l'Europe a voulu lancer un processus démocratique. Elle l'a fait en ouvrant des consultations préalables aux initiatives législatives, en octroyant davantage de prérogatives au Parlement européen, en promouvant le dialogue avec les « parties prenantes » (stakeholders »).

C'est précisément dans cette logique d'ouverture à de nouvelles formes de démocratie participative que la Commission européenne avait lancé le grand projet du code civil européen, qui n'a pas abouti.

Bénédicte Fauvarque-Cosson revient sur les raisons de l'échec du projet de code civil européen, liées aux diverses crises (économique, financière, politique et sociale) traversées par l'Europe. Elle regrette que les Etats membres n'aient même pas réussi à s'entendre un projet de règlement établissant un droit commun européen de la vente. Elle relève que la Commission européenne avait pourtant proposé que ce règlement soit optionnel : les droits nationaux n'auraient donc pas été évincés du fait de l'entrée en vigueur de ce règlement qui aurait offert aux parties contractantes un régime contractuel additionnel.

A l'époque où ils ont eu lieu (de 2000 à 2015), les débats sur le code européen des contrats, très vifs, ont divisé la doctrine. Pour certains, le projet de droit européen des contrats n'était ni



légitime, ni réaliste, ni nécessaire. Pour d'autres au contraire (parmi lesquelles se range Bénédicte Fauvarque-Cosson), il constituait une étape importante dans la construction de l'Union, laquelle se réalise essentiellement par le droit. Le droit des contrats, par son objet même, se prêterait particulièrement à l'unification internationale et européenne en raison du nombre important de contrats internationaux et transfrontaliers. Pourtant, non sans paradoxe, cette discipline – sans doute parce qu'elle se place au cœur du droit civil qui forme l'essence de la tradition française, garde un caractère national marqué.

De la tentative (non aboutie) d'élaborer un code européen des contrats, Bénédicte Fauvarque-Cosson tire les observations suivantes. Depuis quelque temps, un nouveau cadre se dessine en Europe, porté par deux grands courants.

- Le premier est doctrinal. Il est notamment incarné par une doctrine collective, comparatiste et européenne qui s'est fixé pour mission de donner une armature théorique au droit de l'Union, non seulement par une projection des concordances et ressemblances existant entre les principes des différents droits nationaux, mais aussi par une étude du droit européen lui-même. Bénédicte Fauvarque-Cosson qualifie ce phénomène de retour au *ius commune*, dans l'acception première du terme. Le *ius commune* est, d'après la glose et les commentaires des textes antiques, le droit romano-civiliste non-codifié formant la base commune de l'enseignement universitaire et de la science juridique.
- Le deuxième courant est de source judiciaire. Non seulement la Cour de Justice de l'Union européenne donne corps aux textes du droit de l'Union (l'un des exemples les plus saisissants étant celui de la citoyenneté), mais aussi et même principalement les juges nationaux qui appliquent ce droit lui confèrent quotidiennement sa force obligatoire.

Bénédicte Fauvarque-Cosson conclut en relevant ces trois points :

- Curieusement, alors même que le projet d'un droit européen des contrats a échoué, il fut l'élément qui déclencha la réforme du Code civil en 2016. De nouveaux chantiers ont entre-temps été lancés par l'Europe, en particulier celui de la protection des données personnelle et du grand marché unique numérique. Ils exerceront une influence certaine en France.
- Récemment, l'attention de la Commission européenne s'est déplacée du droit des contrats au droit du numérique. Ainsi, le personnage central de la protection donnée par le droit européen n'est plus le consommateur (ce qui est heureux tant cette attention portée à l'être humain fragmenté et réduit au rôle de consommateur, caractéristique de tout un pan du droit de l'Union, apparaît réductrice et impropre à fonder un nouvel élan européen). Le personnage central devient le citoyen européen et cette notion, consacrée par les traités européens, est réellement rendue vivante et effective par toute la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne. On voit aussi émerger, dans son sillage, la notion de personne dont les données personnelles doivent être protégées et un nouveau chantier a été ouvert par les institutions européennes, dans lequel le règlement européen sur la protection des données personnelles, qui entrera en vigueur dans tous les pays de l'Union en mai 2018, joue un rôle central.
- Quant au droit civil européen, même s'il n'a pas fait l'objet d'une codification, il se construit progressivement, par des principes communs et grâce à la forte convergence des droits nationaux qui existe du fait de la circulation des idées et des modèles, y compris de droit souple (l'essor de la soft law est remarquable) et fussent-ils ensuite abandonnés.

Bénédicte Fauvarque-Cosson achève son intervention en citant

en exemple les « Principes du droit européen du contrat », instrument de droit souple qui a circulé d'abord parmi la doctrine, puis parmi les législateurs, y compris bien au-delà de l'Europe. Elle appelle à explorer de nouveau la voie des règlements européens optionnels, appelés à se développer parallèlement aux droits nationaux. Il y a, dans ces instruments et plus largement dans tous ceux qui constituent le droit souple, un mouvement plus prometteur et intéressant à observer que celui qui conduirait à une uniformisation de façade et à laquelle les peuples n'adhéreraient pas.

**Claude Fischer-Herzog** établit un parallèle avec les politiques communes. Selon elle, dès lors que l'on cherche à bâtir en commun, les Etats membres résistent, mais ils sont finalement contraints d'inclure des réformes dans leurs droits nationaux. Elle demande à Bénédicte Fauvarque-Cosson si elle pense que les droits nationaux se rapprochent, ou si au contraire chaque Etat interprète les normes européennes à son gré. Elle prend l'exemple de l'Union de l'énergie, secteur où l'on assiste à une renationalisation des politiques nationales malgré les grandes orientations européennes.

**Marcel Grignard** fait part de trois réflexions. Il décèle dans les propos de Bénédicte Fauvarque-Cosson la mise en évidence d'un chaînon manquant, entre le moment de la consultation de la société civile par la Commission européenne, et le rejet du projet par les Etats membres : comment la consultation peut-elle donner des résultats alors même qu'il n'y a pas eu de mobilisation de la société consultée ? Par ailleurs, il souligne le fait que la communauté de visions était le fruit de la mobilisation des juristes, presque à l'insu des hommes politiques. Il approuve la proposition de droit européen souple portée par l'idée des règlements optionnels et des lois modèles qui permettent de signifier le droit européen.

**Philippe Herzog** fait état de trois défauts dans la création du droit européen. D'une part, les finalités sont souvent opaques. Pour véritablement comprendre ce qu'il y a derrière les textes il faut être initié, connaître le contexte, et engager un travail de compréhension. D'autre part, la manière dont est orchestrée la consultation renvoie la société civile à faire de l'expertise plutôt qu'à revenir sur les finalités et à évaluer la mise en œuvre. Enfin, la loi est dénaturée par des objectifs fixés dans les textes mais qu'on ne sait pas comment atteindre. Il approuve le régime optionnel, mais il appelle à accompagner ce droit souple d'incitations pour aller vers des biens communs.

**Antoine Guggenheim** note le changement sémantique qui s'est opéré dans les discours depuis une vingtaine d'années, avec le passage de politiques européennes à des directives et règlements européens. Il rappelle qu'au niveau symbolique, produire du droit revient à produire une société de défiance. La production de droit est nécessaire pour mettre en relation, mais elle pallie à un manque de confiance. Cette logique ne peut pas remplacer la politique, ni faire étincelle auprès de l'opinion publique.

**Bénédicte Fauvarque-Cosson** rappelle que les différentes codifications nationales se rapprochent fortement. Elle souligne que l'échec du droit civil européen s'explique aussi par l'ambivalence des discours. En effet la Commission n'a jamais affiché clairement son objectif premier, qui est de contribuer à bâtir l'Europe, car l'idée que l'Europe se construit par le droit est mal reçue par les peuples. L'Europe s'est cachée derrière des arguments d'ordre économique, qui n'ont jamais convaincu. L'Europe des politiques est devenue une Europe des prescriptions, ce qui n'est pas propice à l'« étincelle » mentionnée par Antoine Guggenheim.

*Paris, le 24 février 2017*

# **L'Europe dans l'ordre mondial et ses relations avec le triangle Russie/Chine/Etats-Unis**



*Avec Thomas Gomart*

**P**our **Thomas Gomart**, auteur de la note intitulée « Le retour du risque géopolitique. Le triangle stratégique Russie/Chine/Etats-Unis » parue en février 2016, ce triangle est un élément central et structurant du système international. Il est une façon de lire la globalisation des 70 dernières années, et son analyse permet de mettre en lumière les évolutions du système international et de s'interroger sur la place de l'Europe dans le monde aujourd'hui.

## **En quoi consiste le retour du risque géopolitique ?**

Nous n'assistons pas à un retour de la géopolitique au sens strict, mais à un renouveau des tensions entre régimes démocratiques et régimes autoritaires. Aujourd'hui, une impression de solidité se dégage de la Turquie, de la Russie, ou encore de la Chine, et cette impression est renforcée par le désarroi lié à la crise identitaire que traverse l'Europe. Ce sentiment est toutefois exagéré au regard de la réalité.

Il est cependant indéniable que nous assistons depuis ces dernières années à de nombreux bouleversements internationaux : 2016 a ainsi été l'année du Brexit, de la tentative de coup d'Etat militaire en Turquie, de la reprise d'Alep par Bachar El Assad, ou encore de l'élection de Donald Trump. On constate un retour de la conflictualité, et un retour du « politique », qui semblait avoir perdu de l'importance au profit de l'économie.

Thomas Gomart revient sur une prévision de la Citibank datant de 2016 qui s'est avérée juste : il existe aujourd'hui une convergence des risques géopolitiques classiques (tels que les conflits interétatiques), et de ce que l'on appelle les nouveaux risques sociaux-économiques, dont le populisme. Il énonce un constat clair : « on assiste à une multiplication des crises, y compris au sein de l'Union européenne dont la stabilité institutionnelle est remise en question ». Aujourd'hui, les économies matures sont concernées par le risque politique. Le terrorisme, au même titre que la crise des réfugiés/migrants ou que la remise en cause du projet européen, font partie de ces nouveaux risques sociaux-économiques. « Le risque géopolitique mérite un traitement spécifique. Pour mieux le cerner, au moins trois autres niveaux d'analyse peuvent être identifiés. En premier lieu, l'analyse de risque doit intégrer l'éventuelle existence d'un « projet de puissance », qui comporte toujours un volet militaire. En

deuxième lieu, elle doit cerner les problèmes politiques susceptibles d'avoir une portée systémique, tout en suivant de près les secteurs d'activités indispensables à l'exercice de la puissance. En troisième lieu, elle doit éviter le raisonnement binaire consistant, au final, à éluder le risque géopolitique avec la logique suivante : s'il survient, il est incontrôlable ; s'il ne survient pas, il reste latent, et ne peut donc être mesuré ». La géopolitique se définit comme une idéologie liée à un territoire, comme une représentation ; elle est étroitement liée à la politique de puissance qui comprend notamment quatre volets : l'énergie, l'armement, le domaine financier et le numérique. Les chevauchements entre ces différents domaines sont très fréquents. Enfin, le risque géopolitique tient aussi à l'importance qu'accordent les dirigeants aux récits et aux discours, et cela se vérifie particulièrement en Chine et en Russie.

### **Le triangle Russie/Chine/ Etats-Unis : origines et évolutions**

Nous sommes à la fin d'un cycle de 70 ans où « globalisation » rimait avec « américanisation » ; l'accent était alors mis sur la défense, l'économie et la promotion de la démocratie. Or, la présidence de Donald Trump bouleverse cet équilibre. La promotion de la démocratie est elle aussi mise à mal. Le système international est en pleine évolution, et on constate par ailleurs une réelle perte de confiance entre les grandes puissances. De plus, les grandes institutions internationales comme le FMI ou le Conseil de sécurité de l'ONU sont « occidentalo-centrées ». Or aujourd'hui l'Occident n'est plus le centre du monde. Le refus du multilatéralisme des années 1990-2000 pose problème. Toutefois, Thomas Gomart émet une mise en garde : s'il est évident que nous assistons à des transformations importantes du système international et que l'incertitude est grande quant au nouveau

positionnement des Etats-Unis dans le monde et aux réactions de la Chine et de la Russie, nous sommes peut-être en train de passer d'une sous-évaluation du risque géopolitique à une surestimation de ce dernier. Nous ne prenons en compte que les facteurs de conflictualité en oubliant les facteurs de solidarité, alors qu'il est fondamental de penser la notion de biens communs.

Le cadre chronologique est décisif pour la lecture politique de ce triangle. Ainsi, Thomas Gomart a tenu à rappeler un certain nombre d'événements marquants dans l'évolution de ce triangle stratégique. En 1972, c'est la fin de la parité or-dollar, et c'est aussi l'année du voyage du Président américain Nixon en Chine. Dans les années 1980, on assiste à une véritable coopération sino-américaine contre l'URSS. En 1979, la révolution éclate en Iran, tandis que l'Afghanistan est envahi. En 1991, c'est la chute de l'URSS. 2001 est marqué par les attentats du 11 septembre, mais aussi par l'entrée de la Chine à l'OMC. 2008 sera l'année des Jeux Olympiques de Pékin, du début de la crise financière et de la guerre en Géorgie.

Le triangle Russie/Chine/Etats-Unis est absolument incontournable : ces trois Etats sont membres du Conseil de Sécurité, ils possèdent une culture stratégique propre et sont des puissances nucléaires. Ce sont également les trois principaux émetteurs de CO<sub>2</sub> et ils représentent plus de 37% des échanges extérieurs de l'UE. « Les États-Unis restent la puissance dominante, la Chine apparaît comme la puissance ascendante et la Russie comme la puissance déclinante » .

### **La transformation du système international**

Thomas Gomart revient sur la trajectoire à moyen terme de chacune de ces trois puissances, ce qui lui permet d'éclairer les transformations en cours du système international.

Selon lui, la Russie se concentre avant tout sur les enjeux de



sécurité. Elle est une puissance déclinante qui a recours à la « guerre limitée » pour faire évoluer l'ordre international. C'est un succès dans la mesure où la Russie est beaucoup plus influente sur la scène internationale aujourd'hui que lors de l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Elle « a fait le pari de la géopolitique ». Vladimir Poutine est obsédé par l'histoire russe. La diplomatie russe est la seule à parler à tout le monde : Israël, la Syrie, la Turquie, les Kurdes, l'Iran ; ses relations avec l'Arabie Saoudite évoluent, celles avec les Emirats Arabes Unis reprennent. Elle dispose d'une agilité diplomatique que nous, Européens, avons perdue. Il y a une sorte de moment russe aujourd'hui au Moyen-Orient. Enfin, la Russie fait un double pari : elle considère tout d'abord que les Etats dits émergents peuvent l'emporter – dans un contexte de repolarisation du monde – sur les démocraties occidentales en difficulté et confrontées à la fois « au désarroi politique, au repli économique et au retrait géopolitique ». Deuxièmement, elle pense qu'une vague d'autoritarisme est en train d'advenir dans le système international, en corrélation avec le souverainisme, et que les démocraties occidentales ne pourront pas échapper à cette évolution.

La Chine se concentre plutôt sur la géo-économie. En effet, elle n'a pas eu pour le moment recours à la force armée contre un Etat souverain. De fait, son armée n'a que très peu d'expérience opérationnelle. Elle tient tout de même un discours martial et a pour objectif la domination graduelle de son espace régional, par un travail patient en Mer de Chine, auprès de Taïwan ou encore du Japon. Pour cela elle met en place une stratégie maritime, rappelant celle de l'ancien Empire Britannique. La Chine, puissance continentale, serait donc en passe de devenir une puissance maritime. Mais aujourd'hui elle fait face à un dilemme sécuritaire : jusqu'à quand pourra-t-elle ne pas utiliser la force armée contre un Etat souverain ?

Les Etats-Unis, quant à eux, sont à la fois présents dans le domaine géopolitique et dans celui de la géo-économie. Ils contrôlent notamment trois secteurs clés : le numérique, l'énergie et la défense. Ils parviennent jusqu'à présent à maintenir leur domination technologique, et assurent leur autonomie énergétique – ce qui remet en cause leur présence dans le Golfe Persique. Cependant, les Etats-Unis opèrent depuis quelques années un retrait d'un point de vue géopolitique, notamment au Moyen-Orient, et le vide qu'ils laissent est utilisé par la Russie. Beaucoup d'incertitudes entourent les futures actions de la nouvelle administration Trump, pourtant elles seront déterminantes pour l'avenir du système international. En effet, tandis que Donald Trump veut se retirer des institutions internationales, la Chine et la Russie ont pour ambition de créer de nouvelles structures financières pour contourner le dollar. Ces deux Etats prônent la fin du système international tel qu'il a été façonné après 1945, et revendiquent un système multipolaire.

### **Des relations bilatérales**

Thomas Gomart aborde ensuite les relations bilatérales entre ces trois puissances. Il souligne que les relations économiques entre Moscou et Washington sont très faibles (Barack Obama avait par ailleurs déclaré que la Russie était une simple puissance régionale). Entre Moscou et Pékin, il y a une convergence dans la volonté de mettre en place un système multipolaire, remettant en cause le leadership américain. Cependant, il existe une réelle asymétrie économique entre les deux Etats aujourd'hui, malgré une longue tradition historique de relations commerciales. L'aide soviétique a été structurante pour la Chine, notamment pour l'acquisition du nucléaire. Les soutiens américains ont permis l'émergence de la Chine tandis que l'URSS s'effondrait.

Mais la tentative d'E. Primakov de constitution d'un triangle Pékin/Moscou/Delhi rencontra vite ses limites. Ce fut néanmoins l'embryon des BRICS, très encouragés par la Russie de Poutine. Les relations entre Pékin et Washington s'illustrent quant à elles par une dépendance économique et une rivalité stratégique. Les Etats-Unis ont beaucoup fait pour l'émergence de la Chine, mais les deux Etats ont des conceptions différentes du système international. Dans le contexte actuel, les relations sino-américaines deviennent la clé de voûte du système international. Le Président Trump affiche une réelle volonté de reconsidérer la place des Etats-Unis dans le système international (comme l'illustre son slogan de campagne : « Make America great again »), mais il est encore difficile de prédire comment réagira la Chine. La Corée du Nord apparaît alors comme le premier vrai test de la politique internationale du Président américain.

### **Le système international actuel et la place de l'Europe dans le monde**

Thomas Gomart ouvre la dernière partie de son intervention sur les perspectives d'évolutions du système international à l'horizon 2030. Il déclare que les niveaux de dépenses militaires connaissent une hausse importante dans le monde entier, y compris en Europe. On compte aujourd'hui plus de 15 000 têtes nucléaires dans le monde. Mais on peut se demander si le Royaume-Uni sera en capacité de préserver ses pleines capacités nucléaires ; or cette question touche directement la France, liée au Royaume-Uni dans ce domaine par les accords de Lancaster. D'un point de vue démographique, la population mondiale devrait atteindre 8.3 milliards de personnes en 2030. L'Europe sera alors la région la plus âgée du monde. Les inégalités seront en hausse, tout comme l'urbanisation. Les trois pôles

de richesse en 2012 étaient les Etats-Unis, l'Europe et la Chine. Les prévisions mettent la Chine en tête, suivie par les Etats-Unis et enfin par l'Europe. Dans le domaine de l'énergie, les Etats-Unis peuvent renforcer leur autonomie grâce au gaz et au pétrole de schiste, ce qui n'est pas le cas de l'Europe. Enfin, dans le domaine des technologies, la Chine dépassera les Etats-Unis en termes de recherche et développement, tandis que la Russie sera déclassée dans ce domaine.

Les conséquences sont directes pour l'Europe, mais aussi pour le Japon. En effet, le sentiment d'insécurité est grandissant au Japon, et les Japonais appellent à un dialogue avec les Européens, sans réaction de ces derniers. Pourtant, c'est un enjeu vital pour le Japon, mais aussi pour la Pologne ou encore les Pays Baltes, qui émettent l'hypothèse d'une confrontation avec la Russie. Le partenariat atlantique évolue ; le rapprochement russo-turc a été spectaculaire ; aujourd'hui, les débats sur une défense européenne commune doivent reprendre.

Selon Thomas Gomart, l'Europe a eu deux illusions : elle n'a pas vu – ou n'a pas voulu voir – les problèmes de sécurité sur son propre sol, et elle y est confrontée aujourd'hui avec le terrorisme ; et elle a cru que le monde aspirait à suivre l'exemple de son laboratoire politique. Marcel Gauchet appelle les Européens à être innovants, alors que nous sommes économiquement plus faibles qu'auparavant. Concernant la relation de l'Europe à la Russie, Poutine fait le pari que « l'UE aura imploré avant que la Russie ne soit elle-même à genoux ». Il y a eu une succession d'erreurs partagées avec la Russie. On a négligé ses tentatives d'intégration régionale dans l'espace post-soviétique, alors que l'UE prônait la mise en place de politiques régionales partout ailleurs dans le monde. L'Union européenne a fait de la géopolitique sans en dire le nom, par sa politique de voisinage et la convergence des normes. Enfin, Thomas Gomart constate,

avec les campagnes électorales que « la Russie ne nous veut pas forcément que du bien ».

Enfin, il termine son intervention en déclarant que trois questions principales se posent aujourd'hui à l'Europe :

- tout d'abord, la nature de l'asymétrie franco-allemande. Pour l'Allemagne, l'élection de Marine Le Pen serait synonyme de Frexit. De plus, si l'Allemagne opère réellement l'effort militaire qu'elle annonce, elle pourrait, à terme, occuper une position de leadership dans le domaine industriel.

- ensuite, le Brexit. Quelle sera la nature de sa relation avec le Royaume-Uni ? La France et le Royaume-Uni sont proches en matière de vision stratégique, et une partie de la structuration de notre appareil de défense est directement corrélée à celui du Royaume-Uni. C'est donc un enjeu très lourd.

- enfin, le projet européen tel qu'il est porté aujourd'hui.

**Claude Fischer-Herzog** tient à mettre en évidence cinq points :

- tout d'abord, elle insiste sur le rôle joué par les sociétés civiles dans chacune de ces puissances et en Europe. En effet, celles-ci ont émergé et les pouvoirs politiques ne pourront plus agir sans prendre en compte ce fait incontestable dans la recomposition de leurs alliances.

- elle précise ensuite que les alliances varient selon les secteurs : elles ne sont pas les mêmes dans le domaine de la défense et dans celui de l'énergie par exemple.

- concernant la Russie, et notamment la relation de cette dernière à l'Europe, elle doute de l'efficacité des sanctions et souhaite la réouverture du dialogue avec Vladimir Poutine. Celui-ci joue un rôle central au Moyen-Orient et renoue le dialogue avec

la Turquie qui se positionne aussi en grande puissance.

- elle rappelle également que l'Afrique émerge comme un acteur dans le monde : si l'Allemagne et la Chine l'ont bien compris, la France et l'Europe ont tendance à se désengager.

- enfin, elle déplore l'état de la relation entre l'UE et le Royaume-Uni, estimant que le Brexit est de notre responsabilité également.

Au sujet du Brexit, **Philippe Herzog** déclare que d'une façon ou d'une autre le R.-U. sera dehors et dedans, aussi la négociation d'une future relation durable est décisive. Celle-ci ne s'achèvera vraiment que si l'on trouve un compromis d'intérêt mutuel avec le Royaume-Uni, qui ferait l'objet d'un statut spécifique d'Etat associé de l'UE.

Selon **Marcel Grignard** il règne une extrême incertitude sur la manière dont les dirigeants vont faire évoluer leur système national, et on peut se demander si le système social russe, notamment, peut perdurer longtemps.

**Thomas Gomart** répond à Claude Fischer-Herzog sur la nécessité de rouvrir le dialogue avec la Russie, assurant que ce dialogue existe toujours, mais qu'il faut garder en tête que Vladimir Poutine n'est pas bienveillant à l'égard de l'Union européenne actuellement, comme l'illustrent les tentatives de propagande de la Russie dans les périodes électorales, aux Etats-Unis comme en France. Il revient ensuite sur le sujet des sociétés civiles. Il affirme son accord avec Claude Fischer-Herzog et Marcel Grignard : les aspirations des populations sont évidemment à prendre en compte.

**Antoine Guggenheim** s'interroge : s'il est vrai que nous avons des terroirs et des racines différentes, nous partageons tous une chose, les questions de l'avenir. Or, face à ces questions, deux attitudes sont possibles : considérer que l'avenir se construira sans lien avec le passé, ou au contraire nous enfermer dans le

passé. Antoine Guggenheim estime qu'entre ces deux voies, il existe une troisième voie européenne. Il faut à présent trouver le moyen de «l'enclencher, et de faire signal chez d'autres». Cela pourrait alors faire naître un nouvel humanisme, en posant des questions sur l'avenir.

*Paris, le 4 avril 2017*

## La science en Europe, origines et cultures, imaginations et innovations



*Avec Marie-Françoise Chevallier Le Guyader,  
Heinz Wismann et Pierre Musso*

**M**arie-Françoise Chevallier Le Guyader introduit la réunion en citant un extrait du texte « Désintoxication morale de l'Europe » écrit par Stefan Zweig : l'histoire européenne se construit autour des guerres, on apprend les batailles au détriment des inventeurs et des réalisations culturelles des peuples. Cet état de fait se vérifie encore aujourd'hui dans les manuels scolaires. Si les scientifiques ont conscience que la science est européenne et mondiale, c'est moins le cas chez les jeunes.



Marie-Françoise Chevallier Le Guyader évoque l'actualité de la recherche européenne. Des structures de recherche sont apparues dès les débuts de l'Union européenne, telles que le CERN qui est aujourd'hui encore une référence. De telles initiatives continuent de vivre malgré les difficultés financières. Le 8<sup>ème</sup> programme cadre, dénommé Europe 2020, consacre 79 milliards d'euros pour la recherche et l'innovation sur la période 2014-2020 dont une part affectée au financement du programme pour la recherche indépendante et libre : le *European Research Council* (ERC). Les politiques publiques et privées de soutien à la recherche varient selon les Etats. La Finlande consacre 3.5% de son PIB à la recherche, contre 1.2% en France. L'Angleterre n'a pas de soutien public à la recherche (seulement 0.5% du PIB y est consacré) et le pays a bénéficié des fonds de l'ERC. Les financements européens sont structurants.

### **Transcendance et immanence : l'horizon culturel de l'Europe**

**Heinz Wismann** débute son intervention en rappelant que la culture européenne, comme toutes les formations culturelles apparues dans l'histoire, repose sur des fondements religieux. En effet, dans le bassin méditerranéen coexistaient pendant des siècles deux conceptions antinomiques du divin : celle de son immanence absolue (le Cosmos grec, inengendré et impérissable) et celle de sa transcendance radicale (le Créateur du monde selon la tradition juive). L'avènement du christianisme prend alors l'allure d'une synthèse des deux religiosités, dans la mesure où l'essence transcendante du Père s'incarne dans l'existence immanente du Fils. Or cette identité paradoxale des deux personnes divines a fait l'objet d'âpres débats théologiques. Ainsi, lors du Concile de Nicée en 325, s'affrontaient deux conceptions

diamétralement opposées. Selon l'une, le Fils est de même nature que le Père (homoousios), donc Dieu, selon l'autre, il n'est que de nature semblable (homoiousios), donc homme parfait et prophète. La première, défendue par le magistère romain, l'ayant finalement emporté, la seconde, réduite à l'affirmation de la Transcendance, formera le relais hérétique entre le Judaïsme et l'Islam. En revanche, la répétition rituelle du mystère de l'Incarnation par l'eucharistie ouvrira la voie à de féconds raisonnements analogiques. C'est notamment le dogme de la présence réelle du Christ dans l'hostie qui permettra de résoudre l'épineuse question de la transmission des charges ecclésiastiques, en distinguant leur statut pérenne (dignitats) de son « incorporation » dans un être mortel. Contemporaine de l'institution de célibat des prêtres, cette distinction entre la fonction et ses variables éphémères, destinée à délégitimer la succession naturelle, aura des conséquences décisives pour le Droit et la Science européennes. La notion théologique d'incorporation préfigure le concept juridique de personne morale (corporatio), et la formulation mathématique de la fonction conduit, selon l'expression de Galilée, au déchiffrement de « l'encodage divin de la création ». Dans la mesure où le principe d'invariance fonctionnelle découle d'un parti pris religieux qui ne s'est d'abord imposé qu'en Europe, son application rencontre fatalement des résistances dans le reste du monde. Celles-ci ont été exacerbées par les missions colonisatrices menées aussi bien au nom de la religion que de l'efficacité, à la fois théorique et pratique, de ses avatars culturels. Héritière de l'élan missionnaire européen, la mondialisation en cours reste confrontée au problème de l'universalisation des valeurs.

## La religion industrielle

**Pierre Musso** évoque l'importance de l'imaginaire pour penser l'innovation, l'industrie, la science et l'Europe elle-même. L'Europe

a été trop rationaliste, elle a négligé la dimension mythique et l'imaginaire. Pourtant c'est le mystère fondateur qui fait tenir une société. Et la Grèce antique combinait toujours le logos et le muthos. Pour Pierre Musso le terme « religion » est un mot usé : il préfère parler d'architecture fiduciaire, car le symbolique est comme un clou qui fait tenir toute une société. Et il ajoute que « plus c'est mystérieux, plus ça tient ». Il faut interroger cela en Europe. L'Europe a développé des éléments structurants par la combinaison du grand mystère du christianisme, à savoir l'Incarnation, et des formes de rationalité qui se sont métamorphosées au cours de l'histoire.

L'imaginaire n'est pas pour P Musso, le contraire du rationnel et du réel, mais bien plutôt son complément indispensable. La religion industrielle est constitutive de l'Europe et de la vision du monde de l'Occident. Le point de départ est la réforme grégorienne aux XI<sup>ème</sup> et XII<sup>ème</sup> siècles qui est un véritable « big bang » selon les termes de l'historien Harold Berman : puis il y a eu cinq révolutions en Occident : la Réforme, la Révolution anglaise, la Révolution française (quatre éléments fondateurs qui ont eu lieu en Europe), la Révolution américaine et la Révolution russe. Il ajoute une 7<sup>ème</sup> révolution : la révolution managériale intervenue aux Etats-Unis. Pour James Burnham qui publie en 1941 « The managerial Revolution », le socialisme et le capitalisme sont dépassés : c'est l'ère des managers qui commence. C'est une doctrine de l'efficacité associée à la naissance de l'informatique et théorisée par la cybernétique. C'est en même temps que naît la bombe nucléaire avec le projet Manhattan.

L'Europe a eu deux grandes religions à partir de la matrice chrétienne fondatrice et la révolution grégorienne (ou révolution papale). La combinaison de la foi et de la loi (issue du droit romain) a fait tenir toutes les institutions qui ficèlent une croyance collective à des normes de conduite. De cette

Révolution papale, sont nés deux institutions majeures ou « produits dérivés » (Pierre Legendre) : l'Etat et l'Entreprise. Il y a eu une domination des Etats et des religions politiques en Europe jusqu'à la Révolution française. Mais dans les coulisses il y a une autre forme de religiosité majeure qui s'est développée, celle de l'Entreprise portant la religion industrielle : d'abord dans les monastères, les manufactures, puis les usines et enfin, les corporate. Pierre Musso évoque ensuite les rapports entre les sciences et les techniques. La science moderne est très récente, elle date du début du XVII<sup>ème</sup> siècle. Les techniques sont présentes depuis des millénaires en revanche. Galilée reconnaît que les savoirs des ouvriers de l'Arsenal de Venise sont très importants pour former le savoir moderne ; c'est la science expérimentale. Les liens entre la science et la technique se renforcent au XIX<sup>ème</sup> siècle avec la révolution industrielle. Réciproquement les savoirs scientifiques vont être « appliqués » notamment dans les grandes Académies et les manufactures : cette vision de la « science appliquée » dans les technologies et l'industrie est donc très récente. Cela se renforce au XIX<sup>ème</sup> siècle, et désormais, ce sont les techniques qui tirent les sciences. La combinaison invention et innovation devient de « l'innovation » (Lucien Sfez). Le pilotage des sociétés et des économies par les techno-sciences s devient stratégique. On a donc besoin d'une politique industrielle européenne. De 1942 à 1945, les Etats-Unis ont construit un mythe cybernétique par: la combinaison de la révolution managériale et de l'informatisation qui se définit comme un dogme universel de l'efficacité, et de la « gouvernance par les nombres » (Alain Supiot). Deux éléments techno-scientifiques structurants sont alors l'énergie nucléaire et l'informatique. Ils portent un imaginaire très puissant et l'Europe n'a fait qu'importer ce nouvel imaginaire quantitatif et performatif. Mais les Etats-Unis ont une industrie correspondant à ces grands mythes : d'un côté les GAFAM de la Silicon Valley veulent changer le monde, et de l'autre, en lien étroit avec

les grands studios d'Hollywood. Steve Jobs était par exemple le premier actionnaire de Disney, et il a également travaillé dans les studios Pixar. Ainsi est établi le lien industriel entre fonctionnalité technologique et fictionnalité de l'industrie de l'imaginaire : les usines de fonction sont liées aux usines de fiction. Les grands programmes scientifiques et technologiques sont liés aux blockbusters. Il y a un pilotage de l'utilisateur et de la recherche par l'imaginaire. L'Europe bénéficiait d'une avancée historique mais elle a délaissé ses industries de l'imaginaire et ses industries de l'informatique sont dévastées.

L'histoire de l'industrie c'est d'abord un rêve mobilisateur qu'il nomme « l'industrialisation » qui s'est réalisé dans l'industrialisation. Pierre Musso rappelle qu'en 1750 a eu lieu un grand affrontement entre écoles économiques naissantes, mais aussi philosophique entre d'un côté Hume et les Lumières Ecossaises et de l'autre le grand Rousseau. Jean-Jacques valorisait la construction de soi en soi sur le modèle de l'antiquité grecque, alors que Hume souhaitait selon le rêve baconien, « appliquer la science » dans la technologie et dans l'industrie. Pierre Musso conclut avec un autre rappel historique qui résume la religion industrielle : en 1933 à l'entrée de l'exposition universelle de Chicago intitulée « un siècle de progrès », une banderole annonçait : « la science découvre, l'industrie applique, l'homme suit ».

**Philippe Herzog** demande quelles nouvelles relations il peut y avoir entre la science et l'éducation.

Pour **Heinz Wismann**, la question de l'éducation se pose de façon très nouvelle. Une prise de conscience européenne est indispensable : l'Europe doit savoir d'où elle vient et ce qu'elle a fait de cette histoire car elle a perdu ce qu'elle avait réussi à mettre au monde. Comment le récupérer ? On passe côté des

véritables enjeux selon lui. Grâce à Internet, les jeunes ont accès à des données mais pas à la connaissance. L'éducation est une question complexe. Il estime que nous ne devons pas abandonner la conscience historique, ne pas se réduire au présent et aux savoirs efficaces. Pour qu'il y ait du futur il faut un passé. Heinz Wismann explique qu'il faut aussi des langues, mais aujourd'hui il n'y a aucune profondeur historique dans l'apprentissage des langues, ce sont de simples boîtes à outils : il y a une sédimentation sémantique. Il ne faut pourtant pas perdre l'historicité. Enfin, il déclare que l'éducation familiale était le préalable indispensable au bon fonctionnement de l'école.

**Pierre Musso** estime quant à lui qu'il faut mettre en place à la fin du lycée et au début des études universitaires un enseignement de l'épistémologie et de l'histoire des sciences.

**Heinz Wismann** déclare que le lien entre la Silicon Valley et Hollywood est en effet primordial. Se rapportant à la citation de l'exposition universelle de Chicago, il estime que nous devons à présent reprendre la main et plus seulement nous contenter de suivre.

La discussion se poursuit sur la question de la religion. Pierre Musso pense que nous ne sommes pas dans la sortie des religions comme l'avance Marcel Gauchet, selon la thèse célèbre de Max Weber sur le « désenchantement du monde », mais que ces dernières se métamorphosent toujours et ne peuvent disparaître. Il y a eu une sécularisation du politique et en même temps une désécularisation (cf. Saint Simon, Auguste Comte). La religion industrielle occidentale est « une religion séculière » (Raymond Aron). Aujourd'hui, pour « changer le monde », Google a désigné des gourous, des grands directeurs, dont l'un est chargé du récit transhumaniste, une autre de développer la méditation. Ces derniers proposent des imaginaires du monde à venir, en s'appuyant souvent sur la science-fiction. Ils tirent des visions du

futur de l'imaginaire technologique et scientifique.

**Philippe Hugon** demande s'il y a eu une rupture par rapport à la question militaire. En effet, les innovations sont très fortement liées au phénomène guerrier (on peut penser à l'informatique, au nucléaire ou encore à la conquête spatiale). Est-ce la fin des complexes militaro-industriels ?

**Bénédicte Fauvarque-Causson** estime quant à elle que si le symbolique est au service de l'industrie, la création ne sera plus que de l'innovation répétitive.

Selon **Claude Fischer-Herzog** nous devons recréer notre rapport au passé : l'Europe doit comprendre ses moteurs. L'Afrique doit aussi retrouver son passé comme nous y invite Cheikh Anta Diop, l'anthropologue et égyptologue, qui définit la culture comme « la conscience historique ». Il faut accepter le passé de chacun et les confronter. Il faut lier économie politique et cinéma, s'approprier par l'image l'interprétation du monde<sup>1</sup>. Enfin, elle souligne que l'Europe n'est plus le moteur de l'innovation et de l'investissement.

Pour **Philippe Herzog** la science a voulu faire de la transcendance alors qu'elle mène aussi à l'immanence et que son usage n'est pas neutre. Elle est happée aujourd'hui par les applications technologiques. Et la panne de l'investissement est liée à la difficulté de redéfinir des biens publics et de disposer d'une durée pour les réaliser en coopération.

Pour **Pierre Musso** rien n'est perdu, ça ne suit pas pour le moment car il y a une panne de l'imaginaire européen. En Europe les industries de l'imaginaire ont toujours été des moteurs pour son propre développement. Il peut encore y avoir une réaction européenne : il faut appeler à la construction d'un imaginaire européen et à des usines à fiction pour le mettre en scène.

---

<sup>1</sup> Cf. le festival « L'Europe autour de l'Europe » et « La semaine eurafricaine au cinéma ».

Ensuite, reprenant des arguments développés par **Antoine Guggenheim**, Pierre Musso revient sur le cas de la Chine. En 1793 l'Empereur chinois a refusé les innovations : ce qui était premier c'était la vision du monde. Dans la culture chinoise il n'y a pas de Dieu législateur, c'est étranger à leur culture. Depuis 1978 la Chine a opéré un virage, mais elle n'a pas la culture de cette course dans laquelle elle est engagée : elle n'a pas la sacralité correspondante. Ce sera un problème dans les années à venir.

Enfin **Pierre Musso** conclut la discussion par un appel à l'exploration, la découverte et à l'audace. Avec les techno-sciences, il y a un défi et un rêve à réaliser : la découverte de « nouveaux nouveaux mondes issus de la civilisation » (Georges Balandier). Aujourd'hui on crée de nouveaux mondes artificiels, issus eux-mêmes de la civilisation. Il faut les habiter, les explorer en même temps qu'on les invente et les réalise... C'est une opportunité fantastique. Enfin, il estime – reprenant l'observation de Pierre Veltz – que réduire le rôle de l'industrie à l'industrie manufacturière est une erreur fondamentale d'analyse, de même de parler de la fin de l'industrie ou de post-industrie. Alors que nous entrons dans un monde hyper-industriel ou « sur-industrialisé » par l'extension du numérique à toutes les activités et à tous les objets.

*Paris, le 18 mai 2017*



# Territoires, cohésion et frontières



*Avec Pierre Beckouche, Jean Peyrony et Caroline Roussy*

## L'Europe : une grande région

Pierre Beckouche ouvre la séance en indiquant que la période actuelle est très intéressante pour les géographes. En effet, la crise des migrants interroge sur l'espace Schengen, sur les frontières et sur les échecs de la politique de voisinage - l'Europe n'ayant pas su stabiliser son voisinage ni accompagner les printemps arabes. Par ailleurs, Donald Trump remet au goût du jour l'idée de protectionnisme : il faut suivre de près cette tentative de renationalisation.

Aujourd'hui les nations sont trop petites. La solution serait peut-être la mise en place de grandes régions, qui constituent des territoires de troisième type puisqu'elles ne sont ni une nation

ni un globe ouvert, mais un intermédiaire. L'Union européenne est une occurrence de ce modèle de grande région. L'Asie orientale est également un grand exemple d'intégration régionale. On constate un revirement de la politique commerciale dans cette zone géographique : ainsi, depuis la fin des années 1990 le Japon se tourne préférentiellement vers les marchés asiatiques. Le recentrage des économies Est-asiatiques sur leur région fait parler d'une « Asia alone ». La question qui intéresse les géographes est de savoir si ces grandes régions doivent se développer comme des nations élargies, ou bien comme des espaces post-nationaux. Ce qui est certain, c'est que partout dans le monde la question des voisinages est renouvelée par la montée en puissance des grandes régions.

Pierre Beckouche s'intéresse aussi aux questions anthropologiques. L'interdisciplinarité est nécessaire lorsque l'on étudie la question des territoires. Il revient sur la destitution des figures de la transcendance en Occident. Nous vivons dans un grand déni : il n'y a plus de figures unitaires et unificatrices. Il n'y a jamais eu autant de solidarité qu'aujourd'hui mais jamais autant d'isolement non plus, car malgré une socialisation massive il n'y a pas de principe unificateur. La liberté individuelle est notre mot d'ordre mais cela se paye d'une absence de limitation du sujet. On est dans la revendication des droits en permanence, dans un modèle de l'accès, où les limites sont déniées, combattues : il faut donc « réinscrire l'impossible ». Au Sud de la Méditerranée, la société se définissait beaucoup par la transmission mais aujourd'hui elle se définit de plus en plus, comme en Occident, par le projet et donc par l'avenir. Là comme ailleurs, la modernité se paie d'une fragmentation et même une disparition du récit fondateur et donc une fragmentation des références. C'est pourquoi Daech essaie, en vain, d'unifier ce qui ne l'est plus. Par ailleurs, la révolution numérique accentue la remise en cause de ce qui

tenait lieu de repères. La démarcation devient moins claire entre public et privé, entre administration et administrés, entre production et consommation. On assiste à une refonte générale des cadres sociaux. Cette indifférenciation générale des registres est difficile pour les jeunes des quartiers populaires car ils ont moins de cadres constitutifs : on est dans « une machine à déculturer les jeunes », surtout lorsque les familles n'apportent pas les clés de compréhension de notre complexification culturelle démoniaque. Cela se traduit en retour par une demande d'unité par l'ordre, dont le terrorisme se nourrit. On est face à une véritable marée de jeunes déculturés : bien au-delà des quelques milliers d'islamistes, ils sont peut-être un million en France à souffrir de cette situation.

La question des limites, essentielle, se joue à l'échelle nationale et européenne. Au-delà de l'UE, il faut penser l'Europe en termes de région, qui prenne en compte le voisinage (Sud notamment). Les limites de cette région sont floues mais cela permet de poser des questions symboliques fortes, comme celle de savoir comment gérer un territoire culturellement composite. On passe, on voit que la bonne vieille notion de continent ne fonctionne pas pour penser le dépassement de l'Etat-nation.

## **Le besoin de cohésion sociale et territoriale**

**Jean Peyrony** estime quant à lui que l'Europe est l'image même de l'unité dans la diversité. Il y a un modèle de ville européenne (différent de la ville américaine, par exemple), une histoire commune des territoires européens mais il y a aussi des modes d'organisation différents qui restent dans le champ de compétence des Etats. On connaît une croissance de la mobilité et les espaces fonctionnels perturbent les espaces institutionnels. Les schémas du gouvernement territorial (classique, avec des espaces

emboîtés) et de la gouvernance multi-niveaux (approche « soft », avec des espaces flexibles : espaces métropolitains quelquefois transfrontaliers; Eurorégions; macro régions comme l'espace baltique ou alpin, etc...), coexistent. L'Europe elle-même est à géométrie variable.

Comment les territoires tiennent-ils ensemble ? Il faut de la cohésion économique, sociale, et territoriale. La mise en place d'un ministère de la cohésion territoriale en France signifie la volonté de mieux prendre en compte les territoires, leur diversité mais aussi leur interdépendance. La politique de cohésion européenne a été marquée par Jacques Delors (cf. le « paquet Delors »), combinant le marché unique et la politique de cohésion, qui doit qualifier les personnes et les territoires pour participer au marché unique, via une gestion partagée et décentralisée des territoires (seul mode de financement d'investissement local possible en l'absence d'Etat fédéral, cf. Barca). L'approche est censée être intégrée, et c'est aussi la politique qui doit rendre l'UE visible aux yeux des citoyens.

Pour Durkheim, la cohésion sociale est assurée par la division sociale du travail, mais aussi par l'intervention de la puissance publique (services publics, doctrine solidariste). Dans son ouvrage de 1893, il évoque aussi la « division interrégionale du travail ». La cohésion territoriale est déjà là, il faut aussi de l'aménagement du territoire. L'état des lieux montre qu'en France c'est l'Etat et pas l'UE qui jusqu'à présent a assuré la cohésion territoriale, principalement de façon implicite, via les budgets de l'Etat et la sécurité sociale (voir les travaux de Davezies), mais l'Etat a moins de moyens qu'avant, on essaie donc de réformer le territoire par la mise en place de régions plus vastes, et le couple métropole-région (à l'échelle de laquelle peut être redéfinie une complémentarité entre territoires productifs et présents, et une mobilité acceptable socialement). Mais la métropole est quelquefois de l'autre

côté de la frontière, comme à Genève ou à Bâle.

L'intégration européenne a contribué au rattrapage des pays et des régions en retard, mais cette politique « patine » et ne suffit pas: la cohésion politique n'est plus assurée. Cette désaffection vis-à-vis de l'Europe se lit dans les cartes des élections récentes qui révèlent moins un vote de « pauvres » qu'un vote de « pessimistes »<sup>2</sup> (cf. le Brexit, dans un pays qui a pourtant beaucoup bénéficié de cette politique).

Comment refonder la cohésion européenne ? Il faut financer de nouvelles dépenses (énergie, sécurité, accueil des migrants), tout en gardant le lien avec les territoires. Surtout il faut réajuster la cible, renouveler le « compromis civique industriel »: continuer l'Europe du marché et de l'industrie en combinant l'approche fonctionnelle (Saint Simonienne, française) et l'approche institutionnelle (allemande), mais aussi de construire une Europe des opinions et des médias, une Europe inspirée par les cultures et les religions, et une Europe des personnes, via la multiplication des échanges Erasmus<sup>3</sup>. En d'autres termes, s'adresser non seulement à l'individu producteur-consommateur, usager, citoyen titulaire de droits, mais aussi à l'être relationnel, informé, inspiré, bref à la personne (Ricoeur)<sup>4</sup>.

Les territoires transfrontaliers sont emblématiques de l'Europe. Il y a une échelle locale du bassin de vie transfrontalier, où les frontières sont des limitations avec des problèmes non résolus. Les Traités européens permettent la libre circulation, et la politique de cohésion finance des projets transfrontaliers mais cela

---

<sup>2</sup> Le vote des « *somewheres* » vs les « *anywheres* », selon l'expression de Goodhart

<sup>3</sup> Selon l'approche des sociologues Boltanski et Thévenot mettant à jour les 6 cités: marché, industrie, civique, inspirée, de l'opinion, et la cité des liens entre personnes.

<sup>4</sup> Contre exemple: l'électeur anglais dont le coeur vote Brexit, le portefeuille contre, et la tête ne sait pas.(cité par le journal Le Monde)

ne suffit pas : les systèmes nationaux continuent de se tourner le dos. L'Etat garde le monopole de la violence (Weber), mais aussi de la statistique et de la construction de la réalité (Boltanski). La frontière reste sacrée: la « transcendance horizontale » de l'Etat nation. En anglais, le terme « boundary » désigne la ligne qui lie chaque Etat, mais qui est tournée vers l'intérieur : les Etats se tournent le dos. Cependant L'Europe est une réalité plus ancienne que les Etats, c'est un « borderland » (Balibar). Il faut créer une citoyenneté transnationale et pas post-nationale. Cela peut paraître idéaliste mais nous avons une vraie richesse à notre disposition. On peut créer une identité européenne à partir de celles des Etats, apprendre les récits et les héros des pays voisins pour créer de nouveaux récits individuels et collectifs. Le livre d'histoire franco-allemand réalisé suite à l'impulsion de Chirac et Schroeder en 2003 en est un exemple. Jean Peyrony estime, en reprenant les idées d'Anne Marie Thiesse et de Jacques Lévy, que les Etats ont construit de l'unité à partir de la diversité; « faire l'Europe » ne constitue qu'une étape de plus.

### L'exemple des frontières africaines

Selon **Caroline Roussy**, c'est un euphémisme que de l'affirmer, les frontières héritées de la colonisation continuent d'exaspérer, d'irriter les Africains et d'alimenter les plus vives polémiques. De matrice exogène ayant concouru à entériner des micro-Etats, des enclaves, des culs-de-sac, des Etats-nations plastiques, les arguments abondent pour les disqualifier sur l'autel du mal-développement du continent africain. Nombreux sont, aujourd'hui encore, les intellectuels à plaider en faveur de leur abolition. Les ressentiments à l'égard des frontières, stigmates le plus visible de la colonisation, ne peuvent être déconsidérés tant ils expriment et catalysent une souffrance des peuples dominés, colonisés. Cependant, les frontières

sont des processus plurifactoriels inscrits dans la longue durée. La proposition d'abolir les frontières « héritées de la colonisation » est d'ailleurs loin d'être nouvelle, puisqu'elle fut déjà largement débattue au moment des indépendances. Le parfum unitariste panafricain s'empêtra toutefois sur le seuil d'un processus de territorialisation des luttes politiques dans le cadre des territoires dessinés durant la colonisation, qui aboutit à l'adoption de l'intangibilité des frontières en 1963 (Charte de l'OUA).

Les frontières précoloniales étaient structurées par des rapports de forces internes et externes et, par conséquent, étaient elles aussi des enjeux politiques et géopolitiques. Les colonisateurs n'ont pas divisé des territoires de royaumes ou d'empires mais se sont appuyés soit sur des frontières précoloniales soit sur des fractures politiques pour tracer les contours de leurs colonies. En revanche, ils ont introduit, importé et imposé en Afrique leur modèle westphalien : la frontière-ligne, cadre de l'Etat-nation, ayant contribué à la réification de la carte géopolitique africaine. Ils ont créé des territoires d'exploitation rassemblant des populations qui n'avaient pas nécessairement vocation à vivre ensemble ou à devenir des Etats souverains et indépendants. La première salve contre l'ordonnancement des territoires émana d'ailleurs, du sein même de l'administration coloniale, dans l'entre-deux-guerres, tandis que les acteurs de terrain étaient tenus dans l'incapacité d'enrayer les déplacements de populations au moment de la levée de l'impôt ou du recrutement forcé. Les prémices du discours sur l'artificialité des frontières étaient posées. Sur ce sujet, Michel Foucher a démontré que l'opposition frontière naturelle/ frontière artificielle reposait sur des concepts-obstacles empêchant de s'intéresser à l'histoire des frontières et aux débats qui ont présidé à leur tracé. Depuis les indépendances, on observe, au demeurant, que les conflits ont davantage été de nature intraétatiques qu'interétatiques.

Une des critiques récurrentes est que les frontières africaines précoloniales étaient largement poreuses et perméables. Ce qui ne serait plus le cas. Pourtant ce sont là, aujourd'hui, les qualificatifs les plus usités pour les définir. Le contrôle et la surveillance aux frontières, qui plus est impliquant deux voire plusieurs souverainetés, restent homéopathiques parce que les Etats craignent toujours l'incident diplomatique. C'est une des raisons pour lesquelles ces zones ont pu devenir des refuges pour des rebelles ou pour des djihadistes.

S'il est communément admis de dénoncer les frontières héritées de la colonisation comme étant maintenues par la seule prérogative du ventre des gouvernants et des privilèges qui y sont associés, il convient également de considérer dans l'équation les processus d'enracinement des frontières par le bas suivant des logiques et des rythmes endogènes qui concourent à l'affirmation d'un nationalisme d'en bas (Peter Sahlins). Ce dernier transparaît le plus souvent dans le cadre de litiges fonciers, lorsque les frontaliers partis au conflit sollicitent une intervention de leur Etat respectif, mobilisant un nationalisme fonctionnaliste qui n'est pas exclusif d'une labilité identitaire en fonction du contexte d'énonciation. Par ce type de pratique, les frontaliers contribuent à asseoir le cadre du territoire de l'Etat tout en le fragilisant. En effet, au quotidien, ils exploitent l'effet-frontière et ses asymétries à des fins d'une économie de survie. Une situation certes paradoxale mais à l'image de l'ambivalence de la frontière qui est tout à la fois une barrière et un pont entre les populations. Par conséquent, gouvernants et gouvernés consolident tout autant qu'ils fragilisent les assises territoriales des États, selon des agendas et des logiques électoralistes, politiques, et/ou économiques différents.

Tout exogènes furent-elles, les frontières ont été intégrées à tous les niveaux d'échelle sociétaux. Malgré des mobiles sensiblement



différents, gouvernants (souvent sujets à la pression de lobbies) et gouvernés ont intérêt au maintien des frontières et de leurs asymétries : la frontière, au motif d'avantages comparatifs, étant comprise comme une rente de situation.

Beaucoup plus complexe et hétérogène qu'on ne l'a longtemps cru, une analyse des frontières en Afrique sur la longue durée permet de faire ressurgir des processus d'enracinement à différents niveaux d'échelle, et ce quoique les motivations des acteurs aient pu différer et nécessitent chaque fois d'être contextualisées. Si certaines frontières tracées à l'époque coloniale étaient, au départ, absurdes, en raison de ces processus d'enracinement, elles ne le sont plus complètement aujourd'hui.

**Philippe Herzog** affirme que nos sociétés cherchent toujours leur unité mais se soumettent à une autorité pour l'incarner. Emmanuel Macron en est une nouvelle illustration même si les assises de son pouvoir sont fragiles. Et cette unité doit s'organiser sur un Territoire, avec des frontières. L'Europe a vocation à être notre nouveau Territoire pertinent, et l'on bute aussi sur la question : ouvert ou fermé ? Il faut des passerelles par-dessus les frontières.

La civilisation et la société sont presque indissociables car la civilisation correspond à ce que les sociétés partagent sur une très longue période. On a besoin d'une « réaculturation » à l'Europe, qui passe notamment par le système éducatif. On ne doit pas ré-enchanter le passé mais le régénérer de façon critique pour l'amener vers l'avenir. Il faut une éducation pan-européenne, des réseaux de facultés ouverts sur l'extérieur. Concernant l'économie, la France a lâché son industrie et sa culture saint-simonienne s'effondre. Il faut pourtant fédérer les forces en Europe dans un contexte de compétition mondiale exacerbée : le monde nous y oblige. Il faut des plateformes européennes pour organiser des mobilités en relation avec les réformes du marché du travail. Mais

les Etats et les nations font de la résistance. La quête de l'unité doit apprendre à rencontrer la diversité.

**Monique Castillo** s'interroge sur la notion de réseaux. En effet, on parle de révolution numérique mais nos concepts, quelle que soit la discipline, n'arrivent pas à en parler : qu'est-ce que le réseau ? On ne parvient pas à le conceptualiser.

**Catherine Veglio** revient sur l'exemple de l'intégration régionale de l'Asie en se demandant sur quelles transcendances reposaient ces avancées. Ainsi, peut-être que l'intégration régionale est une réussite dans cette zone parce qu'elle est composée en majorité d'Etats autocratiques.

**Pierre Beckouche** explique l'intégration régionale en Asie par le rôle des diasporas chinoises et des Etats et de leur politique nationale (formation, recherche, industrie), et par une forme de résistance à l'Occident. Il ajoute que la civilisation est à la fois une transmission et une capacité d'ouverture, qui organise l'intérieur tout en étant ouverte à l'extérieur.

**Claude Fischer-Herzog** estime que l'Afrique de l'Ouest doit se constituer en grande région, avec une véritable union régionale plus qu'une simple intégration. Il faut positionner les régions dans des réseaux ouverts et dans la mondialisation car il est impératif de se situer dans le monde. Par ailleurs, l'Europe est un espace pertinent avec une originalité historique unique. Pour les construire, on a besoin d'engagement, de transcendance. L'espoir réside donc dans la révolution des comportements : il ne faut pas travailler dans le court terme ni rester dans le présentisme, mais former société. C'est aussi le cas en Afrique.

**Philippe Trainar** déclare qu'avec la culture mondialiste, des replis identitaires vont apparaître. Il y a une vraie recherche d'identité et il est intéressant de constater qu'on est passé du nationalisme au djihad.

**André-Franck Ahoyo**, au sujet des frontières en Afrique, avance que l'on va peut-être vers une abolition forcée des frontières. Sous la pression du djihadisme le Mali, le Niger ou encore le Tchad se désagrègent. Ce phénomène conjugué à la poussée démographique aboutit à une recherche d'espace.

Enfin, **Edouard Simon** résume le problème qui se pose aujourd'hui dans le contexte de la désagrégation des Etats : s'ils sont remplacés par des capacités partagées, cela est envisageable ; mais si ce n'est pas le cas ce sera le chaos. Le partage ou la violence sera donc la question à laquelle nous serons confrontés partout dans le monde.

*Paris, le 29 juin 2017*

# L'avenir de la démocratie



*Avec Claude Fischer-Herzog et Sophie Wahnich*

## Renouveler la démocratie

**Claude Fischer-Herzog** ouvre la réunion en soulignant que nous devons confronter nos vues de la démocratie qui sont différentes selon notre histoire et dans le monde. Le monde s'est globalisé et il faut inventer une démocratie à cette échelle. Aujourd'hui, face au terrorisme, les Etats ont développé un arsenal sécuritaire en Europe, mais la réponse se trouvent aussi dans nos traditions et nos ressorts démocratiques. Les institutions de la démocratie sont en crise, comme l'a souligné Frédéric Worms dans son livre *Les maladies chroniques de la démocratie*. Il faut donc parvenir à dépasser les crises et à innover.

Ailleurs, comme en Afrique, les sociétés construisent d'autres formes politiques. Yuval Noah Harari, auteur de «Sapiens» et de «Homo Deus», a bien décrit les nouveaux défis mondiaux auxquels nous devons faire face : le 21<sup>ème</sup> siècle produira selon lui la société la plus inégalitaire de l'histoire. La démocratie est coupée des sociétés, nous courons ainsi le risque qu'une minuscule élite contrôle les algorithmes et aussi la société. Il ne faut pas faire table rase du passé, mais réinventer la démocratie.

### **Un besoin de réengagement de la société**

Mais y a-t-il un désir démocratique ? L'absence de désir de s'engager a probablement nourri la crise que la démocratie traverse aujourd'hui. L'abstention massive lors des dernières élections prouve que les Français ne croient plus à la vie politique. Emmanuel Macron a profité de l'échec des autres partis et candidats, ce qui a fait dire à Marcel Gauchet que «Macron est le plein d'un vide», et à Sophie qu'on assiste à une « restauration plutôt qu'à une révolution ». Il veut redonner un chef à la Vème République. Les Français sont tentés d'avoir un nouveau monarque éclairé. Mais il ne suffit pas d'un nouveau gouvernement et de nouveaux députés, il faut que les Français s'impliquent. La véritable question est : faut-il changer le roi ou le système des rois ? Actuellement le gouvernement engage des réformes sans consulter la société ni les autres Européens et montre en plus du doigt ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Attention à ne pas créer de nouvelles fractures nationales et européennes. Pour autant, les manifestations ne suffiront pas à créer des confrontations constructives. Comment alors inventer une nouvelle démocratie ? Quelle forme devra avoir cette démocratie pour parvenir à « faire société en Europe » ? Cela ne se résume pas aux institutions démocratiques – qui sont à réformer. La démocratie, c'est une culture portée par des valeurs,

elle se définit différemment d'un continent à l'autre. On peut d'ailleurs se demander si la démocratie est véritablement universelle. Il faut se connaître soi-même, et les autres, pour mieux définir nos identités, valoriser les altérités, et inventer une démocratie plus universaliste.

### **Etat et société : un couple en crise**

Le couple Etat-société est au cœur de la crise de la démocratie. La source de la nouvelle démocratie se trouve au XVII<sup>ème</sup> siècle, au temps de l'émancipation de l'homme pour une société meilleure, quand la production et les échanges se développent. La « Glorieuse Révolution » de 1688 en Grande-Bretagne, puis la Révolution américaine de 1776 et la Révolution française de 1789 ont été étudiées par les philosophes anglais : séparation du spirituel et du temporel (Locke), souveraineté de l'Etat (Hobbes), critique de la Révolution française et de la « raison raisonnante » sans prise en compte de la société (Buck). Ces débats sont toujours d'actualité car les Etats ne parviennent pas à construire des sociétés plus égalitaires. Les Etats-nations se fondent sur la séparation entre le public et le privé, et sur la culture du rapport de force. Les régimes représentatifs n'impliquent pas de participation réelle des citoyens. La démocratie prend différentes formes selon les Etats, mais tous remettent en cause certains droits fondamentaux de leurs citoyens qui par ailleurs sont exclusifs et les Etats sont en échec pour l'intégration des personnes immigrées. Dans les années 1980, la démocratie est entrée en crise, les Etats n'ont pas su répondre aux attentes des sociétés. Le lien avec la nation s'est rompu, il y a une véritable perte de confiance, les fractures sociales s'aggravent et les identités nationales se replient sur elles-mêmes.

La liberté réside dans le pluralisme des idées et leur confrontation.

Il faut sortir de la double subordination que nous connaissons aujourd'hui : la subordination au travail et dans l'espace politique. C'est pour cela que nous nous sommes engagés, avec Philippe Herzog, dans l'aventure de Confrontations Europe en 1991. A cette époque le communisme explosait, la gauche échouait mais refusait toute critique. Nous avons donc décidé de rassembler des personnes d'horizons différents, de faire vivre la diversité et le conflit comme moteur, et de chercher un avenir véritablement européen ensemble.

La démocratie européenne se construit sur le temps long, il faut une véritable éducation des citoyens et des connaissances sur l'économie. Il faut pour cela que les acteurs puissent se rencontrer. Cela s'oppose au temps court. Il ne faut pas déléguer notre pouvoir mais au contraire s'engager et accepter le contrat de codétermination à la fois dans les entreprises et sur les territoires. Confrontations a proposé un contrat de reconstruction. Les élites ne peuvent pas tout faire toutes seules, rien ne peut se faire sans ou contre la société. Aujourd'hui, il y a un grand décalage entre les élites et la société, et ces élites proposent le plus souvent des projets inadaptés. Il n'y a pas de concertation. De la même façon, les élections européennes ne permettent pas le débat, mais il y a beaucoup de think-tanks à Bruxelles, et ils travaillent à la fois avec les institutions et les sociétés. C'est ce qu'a fait Confrontations Europe. Il faut ainsi favoriser la transversalité et le bottom-up. La bonne volonté ne suffit pas, il faut avoir les moyens de débattre.

Les acteurs ont des intérêts contradictoires, les cultures nationales sont clivantes. Il ne faut pas nier ni lisser ces clivages, mais respecter les atouts des uns et des autres. L'exemple de l'énergie le prouve : on impose le modèle allemand, les politiques se renationalisent alors que chacun devrait faire fructifier ses atouts dans une Union de l'énergie. Par ailleurs, nous ne sommes pas parvenus à impliquer les acteurs sociaux dans les choix collectifs,

et au contraire nous n'avons pas accueilli les PECO chaleureusement alors que nous avons besoin d'eux. Le combat pour l'unité de l'Europe ne date pas d'aujourd'hui : Saint-Paul, Rousseau et Montesquieu le menaient déjà. Les maîtres mots sont la fraternité, l'unité et la responsabilité.

## Le radeau démocratique

**Sophie Wahnich** considère que l'histoire est un rétroviseur pour penser le présent. Faire de l'histoire ce n'est pas raconter le passé et penser des modèles mais produire un diagnostic du présent. Le savoir historique est un repère.

Dans une interview au journal « Le 1 » Emmanuel Macron a déclaré que les Français n'ont pas voulu la mort du Roi. C'est un énoncé réactionnaire qui fait du Président un narrateur omniscient qui n'aurait besoin d'aucunes médiations pour savoir l'histoire et qui présuppose que seule la volonté claire produit des nécessités historiques. Or, non seulement personne ne peut savoir ce que pensaient les Français au XVIII<sup>ème</sup> siècle ni même ce qu'ils pensent aujourd'hui, mais la mort du roi a inventé la configuration démocratique par excellence selon Claude Lefort, une place vide qui conduit à ne pas pouvoir penser le pouvoir dans un exercice de pure verticalité et de soumission, il faut prendre ses responsabilités et certes cela produit de l'anxiété. Cette place vide est la garantie de l'espace public démocratique faite de jeux, de bascules, de responsabilités partagés, de délibérations incessantes car il n'y plus de volonté souveraine incarnée en un homme mais dans la multiplicité mouvante de l'universalité des citoyens. Le peuple ainsi est prémuni de la compacité liée à l'identification à un homme. Les tyrannies, les dictatures, les totalitarismes fonctionnent à cette compacité, absence de jeu, d'air, de circulation des idées et des opinions, jusqu'à la fabrication d'une double



scène, le visible et l'invisible, la parole vide et le silence. La compacité c'est l'absence de délibération et de jugement sensible. Aujourd'hui il y a une grande abondance de communication mais on ne produit pas de débat, la société reste compacte. Donc l'énoncé d'Emmanuel Macron peut fonctionner comme un déni de ce que la Révolution française a produit de foncièrement démocratique. La démocratie doit empêcher la compacité, et faire en sorte que tous les membres de la société assument le caractère anxio-gène du régime de responsabilité partagé de la démocratie.

### **La tension entre l'ethos démocratique et la global politic**

Emmanuel Macron ne conflictualise pas les enjeux et se place en homme providentiel. Cela met dans l'ombre les vrais enjeux contemporains, dont la question de la global politic. Cette dernière n'est pas encore intériorisée par les acteurs politiques. Il y a pourtant une tension extrême entre la global politic et l'ethos démocratique, car de fait cette global politique est un régime de la survie et non de tissage de la meilleure vie possible. Il y a ainsi une remise en question de ce qui a été inventé au XVIII<sup>ème</sup> siècle (régime de droit, déclarations valorisant la dignité de l'homme en société) et même de ce qui avait été inventé en Grèce au Ve siècle avant JC. L'humanisme européen a du droit protecteur face à des états de guerre qui mettaient en danger le sentiment d'humanité. Deux conceptions s'affrontent aujourd'hui celle d'un état de droit protecteur et celle d'un droit qui légalise la violence des plus forts. De ce fait, l'état de droit n'a plus le même sens. L'exemple des migrations illustre bien cet état de fait. Il y a une réelle confrontation entre le droit protecteur valorisant la dignité de l'homme et la global politic qui ne vise qu'à protéger les intérêts des puissants. La Vallée de la Roya a toujours été un lieu de passages. Un historien américain estime que le renvoi des migrants par les autorités

françaises à la frontière italienne fait rejouer les émotions qui fondent la mémoire de la collaboration à l'extermination nazie pendant la Seconde guerre mondiale. Le Préfet local rejette cette position et considère même qu'elle porte atteinte à l'honneur des fonctionnaires français. La question de l'honneur ressurgit. Aujourd'hui on a un conflit de normes entre notre devoir d'homme – aider les personnes dans le besoin, protéger les êtres humains, comme le fait Cédric Héroux désormais incriminé pour cela– et être en règle avec la légalité qui ne protège plus l'humanité.

L'éthos démocratique est la tentative de fabriquer des liens entre individus pour bien vivre. On ne peut pas vivre isolés. C'est un problème complexe, qui n'a jamais été résolu : ce n'est pas seulement l'amour qui fait le lien entre les hommes, mais la capacité à ne pas produire de haine, à effuser les affects qui relèvent selon Spinoza des passions tristes. Il est nécessaire de penser cette haine. Aujourd'hui il faut retenir la cruauté et protéger les peuples de leur gouvernement et non l'inverse. La global politic est une simple survie, il faut être dans les clous et se soumettre. On est par exemple dans une politique de survie face au terrorisme, et cela autorise une politique de la cruauté car en échange de la protection contre le terrorisme il faut supporter l'Etat d'urgence. On est dans une situation avec une double configuration politique : la survie ou les droits protecteurs, qui sont de plus en plus détruits. Les migrations mettent en exergue une confrontation extrême de ces deux configurations.

Un autre grand enjeu actuel est la place de l'histoire comme lieu du débat démocratique. Aujourd'hui on ne sait plus à quoi sert l'histoire. Toutes les sociétés ont un objet sacré : le savoir, la culture ; auparavant l'histoire était une institution civile d'apprentissage de la citoyenneté. Il faut en faire le rétroviseur de notre propre société, et faire en sorte qu'elle nous aide à nous connaître nous-mêmes. Le débat historiographique est extrêmement pauvre. C'est pourtant le statut de la vérité qui est en jeu; les enjeux épistémologiques sont de véritables enjeux politiques. Il faut être vigilant car aujourd'hui le débat scientifique est très souvent remplacé par un débat d'invectives.

Selon **Philippe Herzog** il y a eu de tout temps une recherche de solution pour équilibrer l'égalité et l'autorité, et bâtir ainsi une cité démocratique répondant à un bien-être. Cela passe par le partage des biens communs. Emmanuel Macron ne pose pas ces questions, il ne fait que des réponses. Il n'ouvre donc pas d'espace public de débat.

Il faut contextualiser les ruptures systémiques, et voir l'importance de celle de 1989, avec des réactions différentes à l'Ouest et à l'Est. Les peuples de l'Est surgissent d'horreurs historiques, ils sont à la recherche de formes de souveraineté tenant compte de qui ils sont. Ici, nous sommes surtout dans le repli.

Le rapport au passé est important, il ne faut surtout pas l'oublier ou faire table rase. Mais il y a aussi un problème de l'espace. On ne peut plus avoir les mêmes réponses qu'hier, car les démocraties se sont bâties sur des territoires, or aujourd'hui l'espace est mondialisé et la culture s'est globalisée. C'est une importante césure. Il faut parvenir à une appropriation de l'histoire, incitant à nous mettre en capacité d'être en lien avec les autres populations du monde. L'information est un gros souci, l'éducation aussi. On ne parvient pas à problématiser la façon dont les peuples vont s'éveiller quand l'offre socio-politique est défailante.

Pour **Jean Peyrony** le fantasme de la frontière fermée est de retour. Mais on manque d'une véritable pensée sur la frontière. Dans la Vallée de la Roya, les élus locaux sont pris en tenaille entre les militants « no border », et le Front national ; c'est très lourd pour un si petit territoire. Il faut développer une capacité de gestion collective, à plusieurs niveaux, à l'exemple de ce que l'Allemagne fait: combiner action locale (accueil des migrants), action concertée des Etats sur chaque frontière, et action européenne. Sophie Wahnich estime que ce discours est typique

de la global politic. Bien sûr, le problème est également européen, mais l'Europe ne fait rien.

**André Babeau** rappelle que le passage du suffrage censitaire au suffrage universel a pris plus d'un siècle ; la crise démocratique que nous connaissons aujourd'hui exige elle aussi un effort sur au moins un siècle. Il faut une démocratie plus plurinationale. C'est complexe au niveau européen, et ça l'est encore plus au-delà. Ce sera donc une évolution très longue.

**Claude Fischer-Herzog** souligne que les Etats sont des obstacles aux changements. Ils sont d'ailleurs responsables du déclenchement de la guerre de 1914. Aujourd'hui le monde a évolué, le capitalisme s'est globalisé ; l'Afrique doit à son tour entrer dans des chaînes de valeur globales. Mais ceux qui dirigent l'Europe sont formatés pour penser territoires, frontières et Etats-nations. Il y a pourtant des évolutions culturelles profondes ; l'histoire doit être remise en débat. Il est important de se réapproprier son propre passé pour lire l'histoire au présent et comprendre les ressorts qui nous ont amenés là où nous en sommes aujourd'hui. Mais selon Sophie Wahnich, Emmanuel Macron va très vite, il faut donc pouvoir agir rapidement également et avec les Etats car sans Etats qui s'associent, il n'y a plus de possibilités de s'associer. La confusion et l'amalgame tuent la démocratie.

Selon **Monique Castillo**, nous sommes en pleine déculturation. Nous vivons dans la peur du monde qui vient. Nous avons donc besoin d'élites inspirantes, il faut arrêter l'égalitarisme mou et sortir du politiquement correct et « laisser faire l'aristocratie naturelle ».

**Carole Ulmer** est gênée par le discours tenu sur la protection : cela n'aide pas les gens à appliquer le principe de responsabilité. Mais Sophie Wahnich pense au contraire qu'être protégé c'est rendre possible ce qui serait impossible sans protection.

Nous sommes responsables de protéger, cela va ensemble et ne s'oppose pas.

**André-Franck Ahoyo** demande une clarification de la notion de global politic. Selon la définition de Sophie Wahnich, la global politic correspond aux institutions supranationales (ONU, OMC, FMI, UNESCO...) qui se sont autonomisées à partir des années 1970 et qui pèsent aujourd'hui sur les Etats au nom d'intérêts et non pas au nom de la défense des droits. L'Etat social a été détruit à partir de la fin des années 1960. Cela concerne aussi les ONG.

Selon **Philippe Herzog**, nous sommes dans un régime d'agences auxquelles les Etats délèguent le traitement des flux transnationaux. D'autre part, on ne peut plus nationaliser les GAFA aujourd'hui, mais on doit trouver d'autres façons d'établir un contrôle public des plates-formes.

*Paris, le 12 octobre 2017*

# Liste des participants

**AHOYO André Franck**,  
directeur adjoint des Entretiens  
Eurafricains, ASCPE

**BABEAU André**, agrégé de  
sciences économiques,  
professeur émérite à l'Univer-  
sité Paris-Dauphine

**BECKOUCHE Pierre**, agrégé  
de géographie, professeur à  
l'Université Paris I Panthéon-  
Sorbonne, président du Conseil  
scientifique du Collège Interna-  
tional des Sciences du Territoire  
(CIST)

**CASTILLO Monique**, docteur en  
philosophie, professeur à  
l'Université Paris XII Paris Est  
Créteil

**CHAVANNE Frédéric**,  
responsable de programme au  
sein d' « Initiatives et  
Changement »

**CHEVALLIER LE GUYADER  
Marie-Françoise**, ancienne  
directrice de l'Institut des  
hautes études pour la science et  
la technologie (IHEST)

**DOYARD Catherine**, retraitée  
d'EDF

**FAUVARQUE COSSON  
Bénédicte**, professeur à  
l'Université Paris II  
Panthéon-Assas, directrice de  
Trans Europe Experts

**FISCHER-HERZOG Claude**,  
présidente d'honneur de  
Confrontations Europe,  
directrice d'ASCPE – Les Entre-  
tiens Européens et Eurafricains,  
présidente d'Eurafriclap

**GOMART Thomas**, directeur de  
l'Institut Français des Relations  
Internationales (IFRI)

**GRIGNARD Marcel**, président  
de Confrontations Europe

**GUGGENHEIM Antoine**, prêtre  
diocèse de Paris, co-fondateur  
de UP for Humanness

**HARTOG François**, historien, titu-  
laire de la chaire d'historiographie  
antique et moderne à l'EHESS

**HERZOG Philippe**, X59, agrégé de  
sciences économiques, profes-  
seur à Paris X Nanterre, président  
fondateur de Confrontations  
Europe, ancien Député européen  
et conseiller spécial auprès de la  
Commission européenne

**HUGON Philippe**, professeur émérite d'économie, directeur de recherche à l'IRIS (Institut des Relations Internationales et Stratégiques) en charge de l'Afrique

**KEBE Aminata**, chargée d'études, Les Entretiens Eurafricains, ASCPE

**MBOW Penda**, historienne, professeur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Ministre conseillère chargée de la francophonie

**MUSSO Pierre**, professeur en Sciences de l'information et de la communication à Télécom ParisTech et à l'Université de Rennes II

**MUNSCH Juliette**, secrétaire de rédaction, ASCPE

**PEYRONY Jean**, X\_80, Ponts 85, ancien expert français détaché à la DG REGIO, directeur de la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT)

**POIRIER Philippe**, professeur à l'Université du Luxembourg

**SIMON Edouard**, directeur du bureau de Bruxelles de Confrontations Europe

**TRAINAR Philippe**, économiste en chef du groupe SCOR

**ULMER Carole**, Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

**ROUSSY Caroline**, historienne à l'Institut des Mondes Africains (Imaf)

**VEGLIO Catherine**, rédactrice en chef de la Lettre des Entretiens Eurafricains, ASCPE

**WAHNICH Sophie**, historienne, directrice de recherche au CNRS

**WISMANN Heinz**, directeur d'études émérite à l'EHESS

# Bibliographie

- **BABEAU André**, *Richesse du monde*, Economica, Paris, 2009.
- **BECKOUCHE Pierre** (en collaboration avec Yann Richard et Pascal Lamy), *Atlas d'une nouvelle Europe*, Nouvelle édition, Paris, 2005.
- **CASTILLO Monique**, *Faire Renaissance: une éthique publique pour demain*, Vrin, Paris, 2016. Préfacé par Philippe Herzog
- **CHEVALLIER LE GUYADER Françoise**, *Abécédaire citoyen des sciences*, Editions Le Pommier, Paris, mai 2017.
- **FAUVARQUE-COSSON Bénédicte** avec **M. Béhar-Touchais**, *Mise en œuvre des instruments optionnels européens en droit privé*, coll. Trans Europe Experts, vol. 5, Société de législation comparée, Paris, 2012.
- **FISCHER-HERZOG Claude**, « L'avenir de la démocratie », note pour le séminaire à retrouver sur le site [www.entretiens-europeens.org](http://www.entretiens-europeens.org)
- **GOMART Thomas**, *Le retour du risque géopolitique. Le triangle stratégique Russie/Chine/Etats-Unis*, IFRI et Institut de l'entreprise, Paris, février 2016.
- **GRIGNARD Marcel**, « L'économie sociale de marché », article paru dans Les Echos en novembre 2017.
- **HARTOG François**, *Clio, Lieux de mémoire européens* dans FRANCOIS Etienne et SERRIER Thomas (DIR.), *Europa notre histoire, l'héritage européen depuis Homère*, Editions Les Arènes, Paris, septembre 2017.
- **HERZOG Philippe**, *L'identité de l'Europe, Vers une refondation*, ASCPE, Paris, mai 2016. Suivi d'un article de Penda Mbow L'esprit de Sant'Egidio et préfacé par Claude Fischer et Antoine Guggenheim



- **HERZOG Philippe**, *Combattre les inégalités. Enjeu de civilisation et transformation du capitalisme mondialisé*, ASCPE, Paris, 2016.
- **HUGON Philippe**, *Géopolitique de l'Afrique*, Armand Colin, Paris, 2006.
- **MUSSO Pierre**, *La religion industrielle. Monastère, manufacture, usine. Une généalogie de l'entreprise*, Fayard, Paris, 2017.
- **PEYRONY Jean**, *Le schéma de développement de l'espace communautaire*, La Documentation française, Paris, 2002.
- **POIRIER Philippe**, « Partis politiques et religions en Europe 2016-2017 » dans REYNIE D., *L'opinion européenne en 2017*, Editions Lignes repères, Paris, 2017.
- **ROUSSY Caroline**, « Restyliser les frontières africaines », article paru dans CNRS Le Journal, Paris, juillet 2015.
- **WAHNICH Sophie**, *Le radeau démocratique, chroniques des temps incertains*, Editions Lignes, Paris, 2017.
- **WISMANN Heinz**, *Penser entre les langues*, Albin Michel, Paris, 2012.
- **La Lettre des Entretiens Eurafricains**, disponible sur le site [www.entretienseuropeens.org](http://www.entretienseuropeens.org)





**L**e séminaire « Europe 21 », créé par Philippe Herzog en 2017, a cherché à mieux comprendre la crise de notre démocratie occidentale et la situer dans les grands mouvements qui traversent notre histoire et le monde. **Comment former société en Europe et l'ouvrir aux autres pour construire une démocratie plus universaliste ?** Le thème s'est décliné en sept conférences, introduites par des chercheurs et acteurs de différentes écoles de pensée, dont on trouvera ici les synthèses.

Comment construire une identité européenne dans un espace où les souverainetés nationales reprennent le pas et que chaque peuple demande de redéfinir ses frontières ? Comment sortir du présentisme et de l'indifférence pour retrouver le sens de l'histoire et construire notre avenir ? Comment bâtir une nouvelle culture de l'économie et de notre relation au monde, inventer un nouvel humanisme ?

Engagés sous une forme ou une autre en politique, les auteurs ont décidé de poursuivre la réflexion à la veille des élections européennes de 2019, et de proposer un texte pour **contribuer à la refondation de l'Europe par un projet culturel.**

Édité par



Les Entretiens Européens  
& Eurafricains

4 rue Froidevaux, 75014 Paris - Tél. : +33 (0)1 43 21 96 76

[www.entretiens-europeens.org](http://www.entretiens-europeens.org)

PRIX 8 €